

MAURICE CARREZ

PROFESSEUR D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

FULL PROFESSOR OF MODERN AND CONTEMPORARY HISTORY

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

UNIVERSITY OF STRASBOURG

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES EUROPÉENNES

EA 4374 FARE

maurice.carrez@unistra.fr

Les débuts de la Première Guerre mondiale dans l'espace baltique : la fin des illusions ?

The Beginning of the First World War in the Baltic Area: the End of Illusion?

Résumé : Afin d'offrir une vision globale des débuts de la Première Guerre mondiale dans le nord de l'Europe, cet article se propose d'aborder le phénomène dans le cadre de l'ensemble des États et provinces bordant la mer Baltique. Il essaie de montrer comment les États belligérants ou neutres, malgré une mobilisation militaire répondant initialement à leurs attentes, se sont très vite heurtés à des problèmes beaucoup plus importants que prévu : longueur et violence des combats, migrations forcées, occupations brutales, modifications souvent défavorables du cadre économique, vie chère, creusement des inégalités sociales et désenchantement des populations. En fait, l'espoir qu'avaient les élites conservatrices de profiter de la guerre pour renforcer les régimes en place et préserver les hiérarchies sociales a vite été déçu. Au contraire, ce sont les forces de contestation qui ont trouvé dans le conflit tous les aliments de leurs victoires futures.

Abstract : In order to provide an overall perspective of the beginning of the First World War in northern Europe, this article proposes to treat this subject by looking at the ensemble of States and provinces that border the Baltic Sea. This analysis shows that both belligerent and neutral States, despite an initial military mobilisation that met their expectations, soon encountered problems that were larger than they had anticipated: the length and the violence of combat, forced migrations, brutal occupations,

changes that were often harmful to the economic climate, rising living costs, deepening social inequalities, and the disillusionment of the population. In fact, the hopes of conservative elites –to take advantage of the war to strengthen the regimes in place and to preserve the status quo of social hierarchies– were quickly dashed. On the contrary, it was the forces of protest that found all they needed in the war to ensure their future victories.

Mots-clés : Première Guerre mondiale, zone baltique, Mer Baltique, Länder septentrionaux du *Reich*, Danemark, Norvège, Suède, Grand-Duché de Finlande, Saint-Petersbourg, Ingrie, provinces baltes de l'Empire russe, mobilisation des troupes, opérations navales 1914-1915, opérations terrestres en Prusse orientale, Lituanie et Courlande 1914-1915, *Oberost*, blocus maritime, chômage de l'automne 1914, conjoncture économique 1915, économies de guerre, nationalismes contestataires, oppositions politiques, inquiétudes sociales.

Keywords : First World War, Baltic area, Baltic Sea, northern provinces of the *Reich*, Denmark, Norway, Sweden, Great Duchy of Finland, Saint Petersburg, Ingerland, Baltic provinces of the Tsarist Empire, Mobilisation, naval operations in the Baltic Sea 1914-1915, military operations in East Prussia, Lithuania and Courland 1914-1915, *Oberost*, naval blockade, unemployment in autumn 1914, economic situation 1915, war economies, dissenting nationalisms, political opposition, social upheaval.

La Première Guerre mondiale reste encore aujourd'hui étudiée pour l'essentiel d'un point de vue national, fait d'autant plus paradoxal que ce conflit était destiné par nature à dépasser le simple cadre d'un affrontement entre États, ne serait-ce qu'en raison de son caractère global et total. Cette approche tronquée a pour principal effet d'entretenir une vision éclatée de son déroulement et de ses conséquences. Or, seule la méthode comparative présente un véritable intérêt si l'on veut dégager le primordial de l'accessoire et éviter l'ethnocentrisme. C'est ce constat qui nous conduit dans cet article à prendre pour terrain d'expérimentation non pas une série de pays, mais un ensemble géographique à nos yeux suffisamment vaste et cohérent pour permettre une réflexion débarrassée des poncifs : l'espace baltique. Nous entendons par là non seulement la mer elle-même, mais tous les territoires qui la bordent alors, à savoir les royaumes du Danemark et de Suède, le Grand-Duché de Finlande, les Provinces baltes de l'Empire russe, les länder allemands du Nord (Prusse orientale, Prusse occidentale, Poméranie, Mecklembourg, Lauenburg, Holstein, Schleswig) auxquels nous ajouterons la Norvège qui connaît à cause du conflit des problèmes analogues à ceux de ses voisins immédiats.

Notre parti pris part du constat qu'à l'époque où éclate la Première Guerre mondiale, il s'agit d'une zone relativement homogène : elle est en pleine croissance

économique¹, très dynamique sur le plan démographique² et sur le plan culturel³ ; mais les sociétés qui assument cet élan sont également traversées d'inquiétudes liées au maintien de fortes inégalités⁴, à de puissants mouvements sociaux⁵, à d'importantes tensions interethniques⁶ et à des systèmes politiques qui ont du mal à

¹ Lennart Jörberg, *The Industrial Revolution in Scandinavia, 1850-1914*, Fontana Economic History of Europe, Londres, Collins, 1970, 134 p. ; Ute Caumanns, *Technischer Fortschritt und sozialer Wandel in den deutsche Ostprovinzen : Wirkungen der industriellen Entwicklung in ausgewählten Städten und Kreisen in Vergleich (1850-1914)*, Berlin, Mann, 1996, 345 p. ; Hans-Jakob Tebarth, *Technischer Fortschritt und sozialer Wandel in den deutsche Ostprovinzen : Ostpreußen, Westpreußen und Schlesien im Zeitalter der Industrialisierung*, Historische Forschungen : Kulturstiftung der deutsche Vertriebenen, Berlin, Mann, 1991, 293 p. ;

² Michel Hubert, *L'Allemagne en mutation. Histoire de la population allemande depuis 1815*, Paris, PNFSP, 1995, 520 p. ; Jacques Dupâquier, *Histoire des populations de l'Europe*, tome II *La révolution démographique 1750-1914*, Paris, Fayard, 1988, 647 p.

³ Norbert Angermann, Michael Garleff & Wilhelm Lentz (sous la dir.), *Ostseeprovinzen, Baltische Staaten und das Nationale. Festschrift für Gert von Pistohlkors zum 70 Geburtstag*, Münster, Lit, 2005, XVIII-683 p. ; Suzanne Pourchier-Plasseraud, *La contribution des arts visuels – et des artistes – à l'identité nationale dans le cas de la Lettonie de 1905 à 1940*, thèse sous la direction de Marie-Pierre Rey, Paris I, 2011 ; Jean-François Battail, Régis Boyer et Vincent Fournier, *Les sociétés scandinaves de la Réforme à nos jours*, Paris, PUF, 1992, 596 p.

⁴ Risto Alapuro, *State and Revolution in Finland*, Berkeley/Los Angeles/Londres, University of California Press, 1988, 315 p. ; Gert von Pistohlkors, Andrejs Plakans, Paul Kaegbein (sous la dir.), *Bevölkerungsverschiebungen und sozialer Wandel in den baltischen Provinzen Russlands 1850-1914*, Schriften der Baltischen Historischen Kommission, Lüneburg, Nordostdeutsches Kulturwerk, 1995, 296 p. ; Kai Detlev Sievers, *Sozialgeschichte Schleswig-Holsteins in der Kaiserzeit 1867-1914*, Neumünster, K. Wachholz, 1991, 190 p. ; Max Weber, *Die Verhältnisse der Landarbeiter im ostelbischen Deutschland : Preussische Provinzen Ostpreußen und Westpreußen, Pommern, Posen, Schlesien, Brandenburg, Großherzogtümer Mecklenburg, Kreis Herzogtum Lauenburg*, Leipzig, Duncker und Humblot, 1892, 891 p.

⁵ Toivo Raun, « The Revolution of 1905 in the Baltic Provinces and Finland », *Slavic Review* 43, 1984, pp. 453-467 ; Maurice Carrez, *La fabrique d'un révolutionnaire. Otto Wilhelm Kuusinen 1881-1918. Réflexions sur l'engagement d'un militant social-démocrate finlandais à la Belle Époque*, Toulouse, Éditions de FRAMESPA, collection Méridiennes, 2008, 2 tomes, 864 p. ; Pertti Haapala et alii (sous la dir.), *Kansa kaikkivaltias. Suurlakko Suomessa 1905 (Le Peuple tout puissant. La Grande Grève de 1905 en Finlande)*, Helsinki, Teos, 2008, 487 p. ; Andrew Ezergailis, *The 1917 Revolution in Latvia*, Boulder, East European Quarterly distributed by Columbia University Press, New York and London, 1974, 281 p. ; Niels Finn Christiansen, *Klassesamfundet organiseres 1900-1925 (La société de classes s'organise)*, tome 12 d'Olaf Olsen (sous la dir.), *Danmarkshistorie*, Copenhagen, Gyldendal & Politiken, 2004, 387 p. ; David Philip, *Le mouvement ouvrier norvégien*, Paris, Éditions ouvrières, 1958, 366 p.

⁶ Edward Thaden (sous la dir.), *Russification in the Baltic Provinces and Finland 1855-1914*, Princeton, Princeton University Press, 1981, 497 p. ; Toomas Karjahärm (dir.), *Vene impeerium ja Baltikum : venestus, rahvushus ja moderniseerimine 19. sajandi teisel poolel ja 20. Sajandi alguses (L'Empire russe et le Baltikum : russification, nationalité et modernisation dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e)*, Eesti ajaloarhiivi toimetised/Acta et commentationes archivi historici Estoniae 16 (23), 2009, 234 p. ; Andreas Kossert, *Preußen oder Polen ? Die Masuren im Spannungsfeld des ethnischen Nationalismus 1870-*

se réformer⁷. Ces contradictions, qui semblent donner raison à la thèse d'Arno Mayer sur la persistance de l'Ancien Régime en Europe⁸, poussent une partie des élites et les principaux gouvernements à penser qu'une guerre victorieuse représenterait une issue provisoire à certains problèmes. Guillaume II et son entourage, de même que Nicolas et les siens sont ainsi de plus en plus enclins à pencher vers une telle éventualité, malgré les amabilités qu'ils font mine de se témoigner mutuellement⁹. Les États scandinaves, quant à eux, pensent que leur neutralité pourra les protéger contre les conséquences les plus fâcheuses d'un conflit entre grandes puissances¹⁰. En somme, les plus hauts responsables politiques et militaires des différents pays ont toutes les peines du monde à imaginer que la guerre pourrait durer au-delà de quelques mois si elle venait à éclater. Les leaders nationalistes des peuples dominés ne sont pas plus clairvoyants. Ils imaginent pouvoir utiliser les circonstances à leur profit, quel que soit le cas de figure.

Les scénarios imaginés font long feu, comme à l'Ouest. Les opérations militaires s'avèrent coûteuses en capitaux et en hommes, sans parvenir à des résultats décisifs, même après les grandes offensives allemandes de 1915¹¹. Les pays scandinaves ne profitent que partiellement de leur neutralité : ils doivent donner des gages aux belligérants et accepter un blocus qui ne dit pas son nom. Le chômage explose durant l'automne 1914 avant d'amorcer une décrue certes rapide, mais provisoire. L'inflation se généralise tandis que les économies de guerre se mettent plus ou moins laborieusement en place.

1956, Wiesbaden, Harrassowitz, 2001, 393 p. ; Robert Traba (sous la dir.), *Selbstbewußtsein und Modernisierung. Sozialkultureller Wandel in Preussisch-Litauen vor und nach dem Ersten Weltkrieg*, Osnabrück, Fibre, 2000, 196 p. ; Rüdiger Wenzel, *Minderheiten im Deutsch-Dänischen Grenzgebiet*, Kiel, Landeszentrale für politische Bildung Schleswig-Holstein, 1993, 248 p. ; Toivo Raun, « National Identity in Finland and Estonia, 1905-1917 », in Norbert Angermann, Michael Garleff, Wilhelm Lentz (sous la dir.), *Ostseeprovinzen, Baltische Staaten und das Nationale : Festschrift für Gert von Pistohlkors zum 70. Geburtstag*, Münster, LIT, 2005, pp. 343-356 ; Ronny Kabus, *Juden in Ostpreußen*, Husum, 1998, 202 p.

⁷ David Kirby, *The Baltic World 1772-1993. Europe's Northern Periphery in an Age of Change*, Londres, Longman, 1995, 472 p. ; Jean-Jacques Fol, *Les pays nordiques aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, PUF, 1978, 327 p.

⁸ Arno Mayer, *La persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, 1990, 350 p.

⁹ Wolfgang J. Mommsen, *Die Urkatastrophe Deutschlands. Der erste Weltkrieg 1914-1918*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2002, 188 p. (*Gebhardt Handbuch der deutschen Geschichte*, tome 17) ; Christian Baechler, *Guillaume II d'Allemagne*, Paris, Fayard, 2003, 533 p. ; Marc Ferro, *Nicolas II*, Paris, Payot, 2011, 377 p.

¹⁰ Patrick Salmon, *Scandinavia and the Great Powers 1890-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, XIX-421 p.

¹¹ Norman Stone, *The Eastern Front 1914-1917*, Londres/New York, Penguins books, 1998, 348 p.

Faut-il voir dans ce décalage entre les espérances et les réalités l'agonie prévisible de régimes qui se sont illusionnés sur leurs chances de survie ? C'est l'hypothèse la plus plausible, comme nous allons essayer maintenant de le montrer en analysant successivement les troubles provoqués par les combats, les difficultés de la reconversion économique et l'agitation précoce de certaines fractions de la population.

Le lourd prix des combats

Une mobilisation apparemment réussie...

À l'instar de ce qui se passe en Europe occidentale, la crise de l'été 1914 surprend les populations du Nord, et parfois leurs dirigeants, par sa rapidité. En Scandinavie, l'assassinat de Sarajevo ne soulève pas d'emblée de fortes inquiétudes. La grande presse en fait part sans émotion particulière¹². Il existe certes une inquiétude diffuse, mais personne ne parie vraiment sur la guerre, d'autant que Guillaume II, après avoir organisé de somptueuses festivités en l'honneur de l'élargissement du Canal de Kiel¹³, navigue encore jusqu'au 25 juillet au large des côtes norvégiennes. L'angoisse ne devient palpable que lorsque Raymond Poincaré et René Viviani, de retour de Saint-Petersbourg fin juillet, écourtent leur séjour à Stockholm et annulent celui prévu à Copenhague. La dernière semaine avant le conflit voit d'ailleurs les diplomates et les militaires s'agiter en tous sens pour trouver des solutions d'urgence¹⁴. Des manifestations contre la guerre sont également organisées dans un certain nombre d'endroits, comme celles qui se tiennent encore à Stockholm le 2 août¹⁵. Dans le nord de l'Allemagne, le ton très ferme adopté par les autorités amène les citoyens les plus vigilants à s'interroger sans doute plus tôt ; l'organisation de manifestations sociales-démocrates fin juillet dans de nombreuses localités en sont un signe clair¹⁶. Mais globalement, domine le sentiment que le

¹² *Dagpressen*, numéros de fin juin, début juillet 1914. La presse finlandaise, y compris sociale-démocrate, a une attitude analogue : voir *Työmies* (*Le Travailleur*, social-démocrate) et *Hufvudstadsbladet* (*Le journal de la capitale*, conservateur) à la même période.

¹³ Alan Palmer, *Northern Shores. A History of the Baltic Sea and its Peoples*, Londres, John Murray, 2005, 448 p. (p. 252). À ces festivités sont invités les représentants des grandes flottes mondiales. La *Navy* y envoie d'ailleurs plusieurs vaisseaux et les officiers des deux flottes se répandent en amabilités réciproques.

¹⁴ Patrick Salmon, *op. cit.*, pp. 123-129 ; Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate et la politique étrangère de la Suède (1914-1918)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988, 575 p., publication remaniée d'une thèse d'histoire, pp. 56-62.

¹⁵ Jean-Pierre Mousson-Lestang, *op. cit.*, p. 58.

¹⁶ Par exemple Gerhard Meyer, « Erster Weltkrieg » in Antjekathrin Grassmann (sous la dir.), *Lübeckische Geschichte*, Lübeck, Schmidt Römhild, 1988, p. 677, en donne plusieurs exemples à Lübeck, Stockelsdorf,

gouvernement et l'empereur feront tout pour ne pas envenimer les choses. Les organisations nationalistes, quant à elles, augmentent la pression, faisant feu de tout bois pour donner l'impression d'un vaste mouvement en faveur du conflit¹⁷. Côté russe et balte, la censure veille. L'opinion est informée avec retard des événements majeurs et toute manifestation d'hostilité au pouvoir est interdite ; difficile donc de se faire une idée complète de l'état d'esprit, bien que l'on puisse imaginer qu'il y ait plus de résignation que d'enthousiasme en dépit des sentiments proserbes des orthodoxes.

Quand les choses deviennent inéluctables début août, les attitudes des populations commencent à diverger. Du côté des neutres, il y a d'abord un mouvement d'affolement. Rompant avec l'image de placidité qu'on leur assigne souvent en Occident, les Nordiques donnent le spectacle d'un certain manque de sang-froid. À Stockholm et Christiania, c'est la ruée sur les épiceries et les banques dans une atmosphère de panique digne d'un scénario des Marx Brothers. Les prix explosent malgré l'absence visible de pénuries¹⁸ tandis que se répandent de folles rumeurs : quelques explosions lointaines font croire à Stockholm qu'une bataille navale a commencé aux îles Åland ! D'autres énergumènes, se croyant mieux renseignés, affirment qu'elle a lieu devant Gotland... Les habitants des îles proches de la capitale se ruent en masse vers le centre-ville pour y trouver, croient-ils, un refuge contre l'envahisseur russe¹⁹. Il faut plusieurs jours pour que l'énervement se calme. Du côté des belligérants, au contraire, la mobilisation a pour effet de concentrer l'attention sur elle. Il y a certes quelques queues devant les banques et certains magasins d'alimentation, mais on ne peut pas parler de panique. Le sentiment du « devoir à accomplir » l'emporte sur la peur de manquer, même si les

Bad Schwartau, Sereetz et Eutin. Mais en fait de nombreuses autres villes sont touchées, en particulier Königsberg, la ville et circonscription de Hugo Haase, adversaire jusqu'au bout du vote des crédits de guerre.

¹⁷ *Ibidem*, la sortie en mer de quelques sous-marins à Travemünde le 26 juillet 1914 donne l'occasion aux cercles chauvins locaux d'organiser une cérémonie patriotique où l'on chante à tue-tête le *Heil dir im Siegerkranz* (sur l'air du *God Save the Queen*) et le *Deutschland über alles* dans sa version ancienne ; Ulrich Lange (sous la dir.), *Geschichte Schleswig-Holsteins von den Anfängen bis zur Gegenwart*, p. 483, souligne aussi la vague de chauvinisme orchestré qui s'abat sur ces provinces durant l'été 1914 ; Pierre Jardin, *Aux racines du mal. Le déni de défaite*, Paris, Tallandier, 2006, pp. 43-48, montre bien quant à lui l'activité fiévreuse du *Deutscher Patriotenbund* à la veille de la guerre pour renforcer le mythe prussien et l'idée d'une supériorité allemande.

¹⁸ Niels Finn Christiansen, *op. cit.*, p. 203 ; Thomas Kingstone Derry, *History of Modern Norway 1814-1972*, Oxford, Clarendon Press, 1973, p. 263 ; Jean-Pierre Mousson-Lestang, *op. cit.*, p. 57.

¹⁹ Jean-Pierre Mousson-Lestang, *op. cit.*, p. 57.

manifestations d'enthousiasme sont loin d'être aussi importantes que la propagande guerrière ne le laisse penser²⁰.

La mobilisation en tout cas se déroule sans encombres, et surtout sans manifestations de refus collectif, en Allemagne du Nord, y compris parmi les populations non germanophones de la zone²¹. Les dirigeants sociaux-démocrates rentrent dans le rang. Hugo Haase et Karl Liebknecht eux-mêmes finissent par voter les crédits de guerre en séance plénière du *Reichstag* le 3 août, par discipline de parti plus que par conviction il est vrai. De fait, les déserteurs et autres insoumis ou objecteurs de conscience sont une infime minorité de la frontière danoise aux confins de la Russie. Quant à la gauche socialiste hostile à l'entrée en guerre, elle se trouve momentanément à contre-courant de la crainte d'une invasion des « hordes russes », très présente dans les zones frontalières de la Prusse orientale, berceau chéri de l'État prussien ; Otto Braun, dirigeant social-démocrate issu de cette région, note dans son journal sa peur de voir « les hordes de cosaques russes, semi-asiates et remplis d'alcool, piétiner les champs allemands, torturer les femmes et les enfants et bafouer la culture allemande »²². Du côté de l'Empire russe, même constat. Dans le Grand-Duché de Finlande, dont Saint-Petersbourg craint les réactions, le grand journal socialiste d'Helsinki, *Le Travailleur* (*Työmies*), se contente, au premier jour de la mobilisation, de rappeler les principes de l'Internationale quant à la responsabilité du capitalisme dans l'éclatement des conflits contemporains²³. Son directeur, l'influent Edvard Valpas, bien que situé à la gauche du parti, prône la prudence pour ne pas voir dissoutes les organisations sociales-démocrates dans l'ensemble du pays²⁴. Dans les mois qui suivent, la direction nationale tente de freiner les ardeurs des nombreux militants ostrobotniens tentés par l'activisme antirusse²⁵. La droite finlandaise pour sa part met sa presse au service des autorités²⁶. Un certain nombre de notables

²⁰ Jeffrey Verhey, *The Spirit of 1914 – Militarism, Myth and Mobilization in Germany*, Cambridge, CUP, 2002.

²¹ Claus Bundgård Christensen, « Fighting for the Kaiser. The Danish Minority in the German Army, 1914-1918 », in Claes Ahlund (sous la dir.), *Scandinavia in the First World War. Studies in the War Experience of the Northern Neutrals*, Lund, Nordic Academic Press, 2012, passage pp. 267-272.

²² Wolfgang Kruse, *Zwischen Opposition und Integration. Die deutsche Sozialdemokratie zu Beginn des Ersten Weltkrieges 1914-1915*, thèse, Université de Berlin, 1990, p. 190.

²³ *Työmies*, éditorial du 31 juillet 1914.

²⁴ Hannu Soikkanen, *Kobti Kansanvaltaa (Vers la démocratie)*, tome 1, Helsinki, SDP n toimikunta, 1975, p. 190.

²⁵ Jouko Heikilä, *Kansallista luokkapoliittikkaa. Sosialidemokratit ja Suomen autonomian puolustus 1905-1917 (Une politique nationale de classe. Les sociaux-démocrates et la défense de l'autonomie finlandaise 1905-1917)*, Helsinki, S.H.S., 1993, p. 329 sq. ; Maurice Carrez, *La fabrique d'un révolutionnaire*, op. cit., p. 454.

²⁶ Dans *Helsingin Sanomat*, l'organe des Jeunes-Finnois, Rudolf Holsti, futur ministre des Affaires étrangères de la Finlande indépendante et pro-ententiste notoire, dénonce avec virulence les exactions

conservateurs accourent chez les gouverneurs régionaux pour déclarer leur flamme à l'empire²⁷ ! Au demeurant, l'automne 1914 voit un afflux soudain de près d'un millier de volontaires pour entrer dans l'armée du tsar. Les autorités, très méfiantes, finissent par leur ouvrir la porte. La source se tarit vite, mais les combattants côté russe (en y incluant les militaires professionnels) resteront aussi nombreux que les engagés volontaires dissidents dans l'armée allemande²⁸. À Saint-Petersbourg même et dans la Carélie ou l'Ingrie voisines, aucun trouble n'est à signaler au moment de la mobilisation générale. Des centaines de milliers d'hommes partent avec une certaine détermination et l'espoir de revenir vite tandis que les éléments nationalistes s'empressent d'applaudir au départ des troupes. Des cortèges patriotiques se forment dans la capitale russe et se dirigent depuis les quartiers bourgeois vers le Palais d'Hiver. Des étudiants chantent à genoux : « Dieu, protège le tsar ! »²⁹. À la Douma flotte un parfum d'unanimité, du moins si l'on en croit son président Rodzianko³⁰. Dans les provinces baltes, les appels se passent eux aussi très bien. Les chefs de la droite nationaliste lituanienne adoptent une motion de fidélité au tsar rédigée par J. Basanavicius et D. Malinauskas dans l'espoir (vain) d'obtenir après guerre le retour de Memel à la Lituanie et l'autonomie politique pour celle-ci³¹. En Livonie estonienne, le nationaliste libéral Jaan Tõnisson écrit à la mi-août 1914 dans son journal *Postimees* que tous les peuples de Russie doivent faire taire leurs divergences et défendre la « grande Patrie »³². Les sources d'époque montrent que les mobilisés autochtones (35 000 hommes en 1914, jusqu'en 1917 près de 100 000) partent assez

allemandes en Belgique. *Uusi Suometar*, l'organe des Vieux-Finnois, vante à longueur de colonnes pendant trois mois le départ de volontaires pour le front...

²⁷ Archives nationales (*kansallisarkisto*), fonds des gouverneurs d'Uusimaa et de la province de Mikkeli ; Maurice Carrez, « Première Guerre mondiale et identité nationale en Finlande » in François Bouloc, Rémi Cazals et André Loez (sous la dir.), *Identités troubles 1914-1918. Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre*, Toulouse, Privat, 2011, p. 300.

²⁸ Tuomas Hoppu, *Historian unohtamat. Suomalaiset vapaaehtoiset Venäjän armeijassa 1. maailmansodassa 1914-1918* (*Les oubliés de l'histoire. Les volontaires finlandais dans l'armée russe au cours de la Première Guerre mondiale 1914-1918*), Helsinki, SKS, 2005, chap. 1-3.

²⁹ Maurice Paléologue, *La Russie des tsars pendant la guerre*, Paris, Plon, sd, t. 1, p. 46, journal du 2 août 1914 ; Joseph Staline et alii, *Histoire de la Révolution russe*, vol. 1, Venterol, Kobawa, nouvelle édition 2012, p. 13.

³⁰ Maurice Paléologue, *op. cit.*, t. 1, pp. 48-49, journal du 3 août. À noter que Paléologue discute ce jour-là aussi avec un « informateur socialiste » qui lui confirme l'adhésion des députés socialistes de la Douma à l'entrée en guerre.

³¹ Suzanne Champonnois et François de Labriolle, « Première Guerre mondiale », in *Dictionnaire historique de la Lituanie*, Crozon, Armeline, 2001, p. 197.

³² Erkki Tuomioja, *Jaan Tõnisson ja Viron itsenäisyys* (*Jaan Tõnisson et l'indépendance de l'Estonie*), Helsinki, Tammi, 2010, p. 112.

déterminés au combat. Les Lettons en particulier pensent qu'ils ont beaucoup plus à gagner avec une victoire qu'avec une défaite russe qui signifierait un regain de l'influence nobiliaire germanique³³. Il faut signaler aussi que cette zone de l'empire est prolifique en militaires de talent, fidèles entre tous au régime de Nicolas II. Par exemple, Paul von Rennenkampf, chef de la 1^{re} Armée chargée d'attaquer la Prusse orientale, est né dans une famille germanophone qui possède le riche manoir de Konofer en Estlandie ; quant au commandant en chef de la flotte russe, Nikolai Ottovitch von Essen, il est le descendant d'une longue et noble lignée de marins possessionnés en Livonie³⁴. Les officiers d'origine autochtone, estoniens et lettons surtout, sont également assez nombreux dans l'armée russe, y compris dans des postes élevés de responsabilité³⁵. Les seuls à remettre d'emblée en cause l'unanimité belliciste sont les députés sociaux-démocrates de la Douma (bolcheviks et mencheviks) qui se déclarent contre les crédits militaires parce qu'on leur a refusé l'amnistie des prisonniers d'opinion et une politique moins oppressive vis-à-vis des nationalités. Les *troudoviki* (travailleurs), pour leur part, quittent la séance lors du vote, tout en restant ambigus quant à leurs intentions profondes. Mais si les socialistes russes ont quelques réseaux implantés à Saint-Petersbourg et en Livonie, l'essentiel de leurs forces est concentré à l'étranger. Or, là-bas, les positions sont beaucoup moins claires ; les militants des différents partis sont partagés, y compris les bolcheviks dont 11 des 94 présents à l'assemblée générale de Paris du 2 août 1914 se déclarent favorable à la défense nationale ! Le spectre s'étend en fait des défenseurs acharnés (le menchevik Plekhanov, le SR Roubanovitch) aux partisans de la lutte révolutionnaire pour abattre le régime tsariste (Lénine et les principaux dirigeants bolcheviks). Les directives de ces derniers arrivent de toute façon assez tard à Saint-Petersbourg et la police tsariste, l'*Okhrana*, ainsi que les services de la censure pourchassent sur tout le territoire de l'empire les rares courageux qui s'opposent à la vulgate officielle³⁶.

³³ Suzanne Champonnois et François de Labriolle, *La Lettonie. De la servitude à la liberté*, Paris, Khartala, 1999, p. 202.

³⁴ « Nikolai Ottovitsch von Essen », Wikipedia version allemande.

³⁵ En août 1914 par exemple, il y a déjà 150 officiers de métier en Estonie, dont 3 généraux (plus 160 réservistes) et on en formera près de 1 800 durant le conflit. Mirko Harjula, *Viro 1914-1922. Maailmansota, vallankumoukset, itsenäistyminen ja vapaussota* (L'Estonie 1914-1922. Guerre mondiale, révolutions, marche vers l'indépendance et Guerre de Libération), Helsinki, SKS, 2009, p. 21.

³⁶ Pierre Broué, *Le parti bolchevique : Histoire du PC de l'URSS*, Paris, Les éditions de minuit, 1963, 652 p., chap. II ; Madeleine Rebérioux, « Le socialisme européen et la Première Guerre mondiale », in Jacques Droz (sous la dir.), *Histoire générale du socialisme*, tome 2 1871-1918, Paris, PUF, 1975, pp. 585-631 (réf. p. 600).

Les gouvernements scandinaves ne restent pas non plus l'arme au pied. Bien qu'ils se soient déclarés neutres dès le début des hostilités, ils prennent des mesures militaires énergiques car ils craignent une intervention directe des grandes puissances sur leur sol. En Norvège, dès les premiers jours d'août 1914, 200 000 soldats sont répartis le long des côtes susceptibles d'être attaquées par une flotte ou une armée étrangère³⁷. En Suède, dès le 2 août, c'est-à-dire le lendemain de l'entrée en guerre de la Russie, deux classes sont immédiatement rappelées sous les drapeaux. Les forteresses aux frontières sont pourvues d'armements et de fournitures supplémentaires³⁸. Le même jour, le ministre des Affaires étrangères avertit les Britanniques que son pays serait prêt à rejoindre l'alliance allemande si la *Navy* tentait un débarquement³⁹, ce qui oblige Londres à donner l'assurance qu'il n'est nullement question de s'engager dans cette voie⁴⁰. Le lendemain, c'est au tour de la flotte suédoise d'être mise en alerte. Le 12 septembre, le *Riksdag* vote à une forte majorité l'allongement du service militaire ainsi que la mobilisation éventuelle de tous les hommes entre 20 et 42 ans ; des crédits exceptionnels sont également débloqués et un impôt de guerre est accepté dans son principe. Les seuls opposants à ces mesures sont les députés les plus à gauche et les plus pacifistes du Parti social-démocrate⁴¹. Il faut noter en outre qu'une proposition est faite au gouvernement norvégien dès le 1^{er} août pour mettre en place une alliance militaire pour prévenir aussi bien une attaque russe qu'un débarquement britannique ; elle est néanmoins refusée⁴². Les Danois sont plus discrets car ils ont peur de fâcher le *Reich*, grand voisin redoutable. Ils mobilisent cependant d'emblée leurs réservistes au cas où. En outre, le 8 août, ils minent les deux Belts ainsi que la rive danoise du Sund. Comme il s'agit d'une demande allemande (faite le 5), les Britanniques sont aux aguets. Mais l'habile ministre des Affaires étrangères, Scavenius, parvient à les persuader qu'il s'agit d'une simple mesure de sécurité⁴³. Quelques heures plus tard une déclaration de neutralité faite conjointement avec la Suède vient confirmer la détermination de Copenhague à ne pas subir passivement les événements⁴⁴.

³⁷ Thomas Kingston Derry, *op. cit.*, p. 268.

³⁸ Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Histoire de la Suède*, Paris, Hatier, 1992.

³⁹ Torsten Guihl, *Den svenska utrikespolitikens historia*, tome IV, 1914-1919, Stockholm, 1951, pp. 35-36 ; Patrick Salmon, *op. cit.*, p. 123.

⁴⁰ *Ibidem*, p. 124.

⁴¹ Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, pp. 66 sq et 72-76.

⁴² Patrick Salmon, *op. cit.*, p. 127.

⁴³ *Ibidem*, p. 126.

⁴⁴ *Ibidem*, p. 128.

... *mais des opérations militaires réduites sur mer...*

La mobilisation plutôt réussie en Allemagne et en Russie ne donne toutefois pas le résultat escompté, à savoir une victoire de l'un ou l'autre camp dans un délai rapide. Au contraire, les flottes et les armées terrestres échouent à prendre un avantage décisif sur l'adversaire, en dépit de combats particulièrement sanglants et coûteux sur le plan matériel.

L'énorme effort financier consenti par les deux empires pour s'équiper en *dreadnoughts* et autres bateaux de guerre modernes⁴⁵ révèle tout de suite sa vanité. Bien que le minage des détroits empêche la *Navy* d'intervenir massivement en faveur de l'Entente et que le nouveau Canal de Kiel soit en principe susceptible de lui permettre l'arrivée de prompts renforts si nécessaire, le commandement de la marine allemande hésite à prendre de fortes initiatives en Baltique car il a si peur d'une attaque en mer du Nord qu'il souhaite conserver l'essentiel de la *Hochseeflotte* autour de Wilhelmshaven⁴⁶. Le prince Henri de Prusse, chef de l'escadre de l'*Ostsee*, a beau demander des renforts pour épauler sa maigre flotte⁴⁷, il ne les obtient que très ponctuellement, ce qui limite sa capacité d'action. La flotte russe de la Baltique est pour sa part beaucoup plus étoffée⁴⁸, mais les chefs de la marine tsariste se refusent à prendre le risque de batailles frontales. Ils préfèrent eux aussi s'en tenir à une stratégie défensive appuyée sur un certain nombre de précautions comme le renforcement des batteries côtières et le minage des principales zones stratégiques. L'amiral Von Essen, bien que partisan d'attaques ciblées ne s'aventure pas à désobéir aux ordres. De ce fait, la première année de guerre n'est marquée par aucune bataille navale d'envergure, mais plutôt par des expéditions limitées et quelques combats de second ordre, incapables de provoquer la décision. Au tout début août 1914, Henri de Prusse ordonne le bombardement de la base navale russe de Libau, mais ordre est donné rapidement de revenir sur Kiel en raison de l'annonce de l'entrée en guerre du Royaume-Uni⁴⁹. Cette crainte d'une attaque anglaise explique aussi la pression exercée dès le lendemain sur le gouvernement danois pour miner les deux Belts et le

⁴⁵ Holger Hewig, *Luxury Fleet: the Imperial German Navy 1888-1918*, Londres, Ashfield Press, 1987, 316 p. ; René Greger, *Die russische Flotte im Ersten Weltkrieg 1914-1917*, Munich, Lehmann, 1970, chap. I.

⁴⁶ Pertti Luntinen, *Saksan keisarillinen laivasto Itämerellä. Aikeet, suunnitelmat ja toimet* (La flotte allemande de guerre en Baltique. Intentions, plans et actions), Helsinki, SHS, 1987, p. 63.

⁴⁷ *Ibidem*.

⁴⁸ *Ibidem*, p. 59. Selon Pertti Luntinen, au tout début du conflit, la Flotte de la Baltique comprend 5 cuirassés assez anciens (pré-*dreadnoughts*), 9 croiseurs de bataille, une cinquantaine de torpilleurs et une douzaine de sous-marins. Mais elle attend en principe la livraison de nombreux vaisseaux modernes en voie de construction : 4 cuirassés modernes de type Gangut, plusieurs croiseurs de bataille, une vingtaine de croiseurs rapides de plus petite taille et une quarantaine de sous-marins.

⁴⁹ <http://www.naval-history.net/WW1AreaBaltic1914-19.htm> ; Pertti Luntinen, *op. cit.*, p. 64.

Sund. Le 9 août, c'est au tour de Von Essen de prendre la tête d'une escadre pour attaquer la flotte suédoise vers Gotland, car, croit-il savoir, Stockholm aurait accepté une alliance militaire avec Berlin. Mais l'impétueux amiral doit rebrousser chemin dès qu'il apprend que ses informations étaient erronées⁵⁰. Ces deux expéditions avortées marquent pratiquement la fin des opérations offensives, du moins jusqu'à l'été 1915 où ont lieu la « Bataille du Gotland » (2 juillet)⁵¹ et surtout celle du golfe de Riga (8-19 août 1915) au cours de laquelle sont engagés à trois reprises de puissants *dreadnoughts*⁵². Entre temps, il n'est question que de navires naufragés dans le brouillard en longeant les côtes, de vaisseaux sautant sur des mines ou de pertes infligées à des navires de surface par des sous-marins anglais (qui se faufilent dans la partie non minée du Sund), russes ou allemands⁵³. Le seul incident vraiment notable a lieu le 26 août 1914. Le croiseur de bataille moderne *Magdebourg* s'échoue accidentellement dans le brouillard à proximité de l'île d'Odensholm (aujourd'hui Osmussaar) au large de la côte estonienne. L'équipe de surveillance du phare voisin prévient les croiseurs russes *Pallada* et *Rurik*, qui croisent non loin de là. Ceux-ci ne réussissent pas à empêcher les opérations de sauvetage menées par deux autres vaisseaux allemands, ni la destruction partielle du navire échoué. La fouille des eaux voisines (peu profondes) ainsi que de l'épave permet cependant aux hommes du capitaine Népénine de récupérer deux manuels donnant des indications sur le chiffre en usage dans la flotte allemande. Un exemplaire est conservé par les Russes, un autre est envoyé à l'Amirauté britannique. Cela permet le décryptage rapide dudit chiffre, ce qui va permettre aux Alliés de mieux anticiper les mouvements de la flotte allemande⁵⁴.

...et qui s'enlisent sur terre en Prusse orientale...

Les opérations terrestres s'avèrent beaucoup plus spectaculaires. Les états-majors russe et allemand se sont préparés à de durs combats et les ont quelque peu anticipés, en particulier du côté russe fortement pressé par l'allié français d'intervenir au plus vite⁵⁵. Mais ils sont loin de se douter qu'ils aboutiront à des batailles aussi

⁵⁰ *Ibidem*.

⁵¹ *Ibidem*, p. 69 ; WW1AreaBaltic1914-19, site mentionné à la note n°49, p. 5. C'est au cours de cette bataille opposant plusieurs croiseurs et cuirassés allemands et russes que le *Prinz Adalbert* est sévèrement touché à son retour sur Dantzig.

⁵² « Battle of the Gulf of Riga », Wikipedia version anglaise.

⁵³ *Ibidem*.

⁵⁴ « Combat de l'île d'Odensholm », Wikipedia version française ; Pertti Luntinen, *op. cit.*, p. 64.

⁵⁵ Norman Stone, *op. cit.*, pp. 48-49 ; John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2^{ème} édition 2005, chap. V, p. 177. Selon ce dernier auteur, les Russes ont deux plans au feu, mais privilégient au

coûteuses et sanglantes. Le haut commandement allemand reste fidèle à l'esprit du plan Schlieffen. Il pense qu'une victoire rapide à l'Ouest lui permettra de se retourner ensuite contre les Russes et de vaincre assez facilement ces derniers, démoralisés par la défaite de leur principal allié. Von Moltke, persuadé que les troupes tsaristes mettront de nombreuses semaines avant de pouvoir devenir opérationnelles n'a donc laissé à Maximilian von Prittwitz und Gaffron⁵⁶, le commandant de la VIII^e armée présente en Prusse orientale, qu'un ensemble réduit de troupes, d'esprit combatif mais assez hétérogènes quant à leur valeur militaire⁵⁷. Il s'attend de toute manière à ce que le choc principal ait lieu plus au Sud, en Galicie ou éventuellement à hauteur du saillant de Varsovie, route la plus courte vers Berlin. Ces deux hypothèses se révèlent fausses : d'une part, les Russes sont opérationnels sur leur front nord-ouest dès la mi-août (les chemins de fer ont bien rempli leur office et les régiments lithuaniens sont rapidement formés) ; d'autre part, ils ont compris l'importance psychologique que revêt pour le *Reich* la Prusse orientale, berceau de l'aristocratie prussienne la plus fidèle à l'empereur⁵⁸. Ils commandent donc à deux de leurs armées, la I^{ère}, sous l'égide de Paul (Pavel) von Rennenkampf, et la II^e, commandée par Alexandre Samsonov, de partir dès que possible à l'assaut de cette province symbole. Mais d'emblée, les problèmes s'accumulent : les troupes du tsar emmènent avec elles un excès de troupes de cavalerie qui ne servent pas à grand chose dans les combats modernes et mobilisent surtout quatre fois plus de moyens de transport que les troupes terrestres équivalentes⁵⁹ ; le terrain est en outre difficile, avec des chemins tortueux, des collines assez raides et la fameuse barrière des lacs masures, solidement fortifiée à Lötzen (Gizycko), l'un des rares points de franchissement ; les moyens de renseignements et de communication des Russes sont également « primitifs » (25 téléphones de campagne et quelques machines de décodage dont les officiers ne possèdent pas tous le mode d'emploi !) ; de plus, ils utilisent très mal leur supériorité en matière d'aviation pour se renseigner sur les mouvements de l'ennemi, préférant se fier à une cavalerie tout à fait défaillante de ce point de vue ; enfin, leur commandement est peu à même de s'entendre : Von Rennenkampf et Samsonov ont un différend personnel depuis la guerre russo-japonaise, leur supérieur direct, le

dernier moment le plus offensif à la demande de l'état-major français qui se montre soucieux de ne pas recevoir un choc trop violent de la part des Allemands.

⁵⁶ Pour ce dernier, voir la notice Wikipedia en anglais (la meilleure). Von Prittwitz, officier très expérimenté, a notamment commandé, de 1906 à 1913, le XVI^e corps d'armée basé à Metz.

⁵⁷ Il y a trois corps d'active, mais aussi un corps de réserve et un corps de *Landwehr* constitué d'hommes âgés et assez mal armés.

⁵⁸ John Keegan, *op. cit.*, pp. 178-179.

⁵⁹ *Ibidem* ; Norman Stone, *op. cit.*, p. 49.

⁶⁰ *Ibidem*, pp. 50-51.

général Jilinski, n'a pas les compétences pour vraiment coordonner leur action et la *Stavka* est un véritable panier de crabes⁶¹.

La première bataille importante a lieu le 17 août à Stallupönen (aujourd'hui Nesterov)⁶², vers la frontière entre le *Reich* et l'Empire russe. Faisant déjà de nombreuses victimes⁶³, elle tourne en principe à l'avantage des troupes du *Reich* contre celles de Rennenkampf, mais son vainqueur théorique, le général Hermann von François, est prié par von Prittwitz de se replier rapidement vers le gros de la VIII^e Armée à Gumbinnen (Gusev), 40 km plus à l'ouest, au nord des lacs masures et de la vallée de l'Angerapp (Wegorapa). C'est là que se déroule trois jours plus tard un intense affrontement entre la VIII^e Armée allemande et la I^{ère} Armée russe. Celle-ci, inférieure en nombre, a su fortifier ses positions. Elle parvient à annihiler les assauts furieux de von François, puis de von Mackensen et von Below⁶⁴ en leur causant d'importantes pertes, bien supérieures sans doute à celles de la bataille précédente. Une panique se déclenche côté allemand et la VIII^e Armée doit se replier près de 25 km plus loin, le moral très atteint. Von Prittwitz, très affecté lui aussi, croit nécessaire de demander à von Moltke l'autorisation de se replier sur la Vistule, ce qui ouvrirait tout grand la route de Königsberg à Rennenkampf. Cette option déplait pourtant à son adjoint, le général Max Hoffmann, qui lui arrache dès le lendemain une autre décision, beaucoup plus audacieuse, celle d'un basculement de la VIII^e Armée vers le Sud afin de contrer l'attaque de la II^e Armée de Samsonov. Il s'est en effet aperçu, à l'aide des renseignements fournis par les ballons d'observation et l'interception de messages russes, que cette dernière a un retard de cinq jours pour son attaque par rapport à la I^{ère} Armée et que Rennenkampf est persuadé que ses adversaires se replient sur Königsberg en bon ordre, ce qui le rend extrêmement prudent dans son avance. Cela donne donc du temps pour agir, d'autant que les chemins de fer sont assez denses dans la région pour opérer un repli tactique rapide. Entre temps, von Moltke, furieux contre Prittwitz, a néanmoins décidé de le limoger et de mettre à sa place le célèbre duo Hindenburg-Ludendorff, tout en acceptant d'envoyer quelques troupes en renfort afin d'éviter la panique à Berlin. Les deux nouveaux chefs arrivent dès le 23 août sur place. Le lendemain, ils entérinent la stratégie d'Hoffmann (dont le futur allié d'Hitler s'attribue sans vergogne les mérites

⁶¹ *Ibidem*, p. 58. Selon cet auteur, il y a les amis et les ennemis du ministre de la Guerre Soukhomlinov.

⁶² Pour son déroulement, voir « Bataille de Stallupönen » sur Wikipedia ; Général Max Hoffmann, *The War of Lost Opportunities*, <http://www.allworldwars.com/The-War-of-Lost-Opportunities-by-von-Hoffmann.html>.

⁶³ Le chiffre exact n'est pas connu, mais il y a sans doute près de 10 000 morts, davantage encore de blessés et 3 000 prisonniers russes recensés.

⁶⁴ John Keegan, *op. cit.*, p. 183-184 ; Norman Stone, *op. cit.*, p. 61.

dans ses mémoires...). Le I^{er} corps de von François se dirige déjà sur le flanc gauche de Samsonov, inconscient du danger. Le lendemain, le XVII^e corps se met aussi en route vers le sud. Ce dispositif est destiné à prendre Samsonov dans la nasse, pendant que Jilinski et Rennenkampf tergiversent plus au nord en attendant des canons pour le siège... de Königsberg ! Ils n'ont bientôt plus devant eux qu'un faible cordon de troupes ; ils s'en aperçoivent, mais n'en tirent pas les conséquences, craignant une ruse d'un autre type. Le principal problème de Ludendorff et Hindenburg est cependant de pouvoir tenir au centre de leur dispositif face à la poussée décidée des troupes de Samsonov vers le nord à partir des affluents du Narew. Or, ils ont bien du mal car les combats des 26, 27 et 28 août leurs coûtent de lourdes pertes. En outre, von François refuse de se lancer tout de suite à l'assaut sur les flancs des assaillants. Toutefois, l'encerclement commence dès le 29 quand von François coupe la retraite de Samsonov entre Soldau (Dzialdowo) et Willenberg (Wielbark). Attaquée de tout côté, de moins en moins bien ravitaillée, l'armée de Samsonov est détruite en quatre jours. 100 000 russes sont faits prisonniers ; 30 000 sont morts ou blessés. Les Allemands pour leur part ont 10 000 hommes hors de combat (dont 3 500 morts officiels)⁶⁵. Ainsi s'achève la bataille dite de Tannenberg qui permet à Hindenburg de se tailler très vite une légende sur mesure⁶⁶. Sur le plan stratégique, il ne faut pas en exagérer les résultats immédiats. L'armée impériale russe n'est pas brisée, Rennenkampf reste menaçant et de durs combats s'annoncent pour reconquérir la partie de la Prusse orientale encore occupée. D'ailleurs, selon Maurice Paléologue, qui rencontre le ministre des Affaires étrangères russe dès la nouvelle de la défaite connue, Sazonov ne marque aucune émotion particulière ; lors de l'entretien, il se contente de déclarer : « L'armée de Samsonov est détruite... Nous devons ce sacrifice à la France »⁶⁷.

Les semaines qui suivent voient Hindenburg et Ludendorff tenter de profiter de leur supériorité pour chasser les troupes tsaristes du sol prussien. L'opération en réalité est beaucoup plus difficile que prévu. Ludendorff veut rééditer un encerclement du type de celui réalisé devant Tannenberg. Ayant observé que l'aile gauche de Rennenkampf est isolée au sud des lacs de Masurie et constituée de troupes a priori faibles (un peu de cavalerie, des divisions de seconde ligne et quelques bataillons de la X^e Armée défendant le nord de Bialystok), il envoie le redoutable von François à l'attaque dès le 7 septembre avec 16 bataillons expérimentés. Celui-ci parvient à disloquer ses adversaires et, en remontant vers le nord, à en encercler une partie vers Lötzen (Gizycko). Mais la manœuvre générale

⁶⁵ *Ibidem*, pp. 62-66.

⁶⁶ Andreas Kossert, *Ostpreußen...*, *op. cit.*, pp. 196-208, « Hindenburg, der Retter Ostpreußens ».

⁶⁷ Maurice Paléologue, *La Russie des tsars...*, *op. cit.*, p. 77.

échoue parce que le terrain est peu propice à une avancée rapide et parce que *Rennenkampf*, qui a anticipé le coup, ordonne la retraite dès le 9, sacrifiant deux divisions pour la protéger. Le gros de ses troupes échappe à la nasse et se retire provisoirement derrière la frontière où les Allemands, épuisés, n'osent aller le chercher. Les combats ont été encore plus féroces qu'à *Tannenberg*. Entre le 7 et le 13 septembre, les Russes ont perdu 125 000 morts et blessés ainsi que 45 000 prisonniers environ qui rejoignent à pied les gares de triage d'où ils seront ramenés vers l'arrière. Les pertes allemandes déclarées sont d'environ 40 000 morts et blessés⁶⁸. Au bout d'un mois de guerre donc, plus de 200 000 combattants du secteur ont déjà perdu la vie ou reçu une grave blessure et plus de 200 000 hommes connaissent les affres de la vie de prisonnier. Mais *Moloch* a soif. Le 25 septembre, les Russes contre-attaquent et bousculent à leur tour les Allemands qui perdent à nouveau les districts frontaliers de la Prusse orientale de *Lyck (Elk)* à *Pilkallen (Dobrowolsk)*. Cela coûte à nouveau quelques dizaines de milliers d'hommes.

...avant de se diriger vers la Lituanie et la Courlande

Après une pause de quelques mois où chaque armée tâche de fortifier ses positions, les combats reprennent de plus belle début 1915, durant ce que les Allemands appellent la Bataille d'hiver en Mazurie⁶⁹. Côté russe, la neutralisation de l'offensive allemande de l'automne en direction de Varsovie a redonné le moral à l'état-major du général Roussky. Une nouvelle armée est rassemblée (XII^e) sur la frontière méridionale de la Prusse orientale pour une offensive du genre de celle tentée par la II^e Armée de *Samsonov* l'été précédent. Côté allemand, il existe un désaccord entre *Falkenhayn*, qui veut privilégier le front occidental, et *Ludendorff*, partisan d'une grande manœuvre d'encerclement à partir de la Prusse orientale. Faisant fi de la position de son supérieur, mais protégé par l'influent *Hindenburg*, il prépare soigneusement un plan de destruction de la X^e Armée russe commandée par le germano-balte *Thadeus von Sievers*. En rapatriant quatre corps depuis le front de Varsovie et en remaniant les différentes divisions qu'il a déjà à sa disposition, il constitue deux armées, la VIII^e, sous les ordres d'*Otto von Below*, placée le long de la frontière méridionale derrière les lacs de Mazurie, et la X^e, commandée par *von Eichhorn* et cantonnée au nord desdits lacs. Le 7 février 1915, les deux masses d'hommes partent par un temps exécrable à l'assaut, bousculant rapidement les troupes russes mal fortifiées et dispersées qui leur font face. Le haut commandement russe, tout comme *von Sievers*, sous-estime gravement les effectifs engagés et

⁶⁸ « Schlacht an den Masurischen Seen », Wikipedia en allemand ; *firstworldwar.com* – Battles – The First Battle of the Masurian Lakes, 1914 ; *Norman Stone, op. cit.*, pp. 67-68.

⁶⁹ « Winterschlacht in Masuren », Wikipedia (en allemand) ; *Norman Stone, op. cit.*, pp. 116-117.

croient à une double offensive en direction des forteresses d'Osowiec (province de Bialystok) et de Kovno (alias Kaunas). Cette erreur d'appréciation s'avère fatale à la X^e armée russe : le 11 février, son aile droite est pratiquement détruite et Eichhorn commence à obliquer vers le centre de son adversaire qui a reçu l'ordre de ne pas reculer afin de protéger le flanc de la XII^e Armée que Roussky (successeur de Jilinski) s'est décidé à engager contre von Below, vu à tort comme le danger principal. Trois jours plus tard, quand l'état-major russe ordonne enfin la retraite, von Sievers est pris au piège. Ses troupes reculent au prix d'énormes pertes et son XX^e corps, réduit à 12 000 hommes dans les forêts d'Augustowo, doit capituler. Les Allemands ont perdu 12 000 hommes, les Russes 56 000 et environ 100 000 prisonniers. Ces derniers quittent définitivement le sol allemand qu'ils ravagent sans pitié durant leur retraite. Mais contrairement aux espoirs secrets de Ludendorff, cette cuisante défaite n'oblige pas l'armée russe à évacuer le saillant polonais.

Les six premiers mois de combat ont coûté très cher aussi aux civils prussiens⁷⁰. Près de 500 000 d'entre eux ont dû fuir avec leurs charrettes et quelques maigres biens vers Königsberg, puis vers la Prusse occidentale, le Brandebourg et la Poméranie. La récolte de 1914 a été soit détruite, soit réquisitionnée par les deux armées ; 135 000 chevaux, 250 000 vaches et 200 000 porcs ont été perdus. Des centaines de villages et de petites villes ont été totalement ou partiellement détruits comme la cité martyre de Neidenburg que son bourgmestre voit brûler sous ses yeux le 22 août 1914. La vie portuaire est presque paralysée : à Königsberg, les importations ne représentent plus qu'un huitième de l'avant-guerre et les exportations un vingtième. On estime les dégâts à plusieurs milliards de marks. Les troupes russes ont également assassiné presque 2 000 personnes (707 rien que pour les cercles masures du district d'Allenstein). Plusieurs milliers d'autres ont été déportées, parfois jusqu'en Sibérie. Ce drame humain, largement méconnu, soulève un véritable élan de solidarité en Allemagne où d'importantes métropoles organisent, dans le cadre de parrainages de municipalités, la collecte de dons et de secours divers. L'empereur en personne vient constater les pertes et promet de faire le maximum pour reconstruire rapidement la zone. En tant que « Souverain de la Patrie » (*Herrscher des Vaterlands*) et « Chéri du Peuple » (*Liebling des Volkes*), comme le proclame l'hymne à sa gloire, il ne peut faire moins d'efforts pour rassurer de fidèles électeurs conservateurs, qu'ils soient germanophones, masures ou lituaniens.

Lituaniens et Courlandais ne vont pas tarder à connaître eux aussi un sort semblable. Au printemps 1915 en effet, le commandement allemand est conscient que son adversaire est en difficulté. Selon les renseignements qu'il reçoit, l'armée russe est de plus en plus mal approvisionnée, sous-encadrée (beaucoup d'officiers et

⁷⁰ Andreas Kossert, *Ostpreußen...*, op. cit., pp. 198-202.

de sous-officiers d'active expérimentés sont morts) et peu confiante envers ses responsables⁷¹. Norman Stone explique la crise de l'approvisionnement moins par la sous-production (qui existe pour les obus et les fusils, mais est en grande partie surmontée à la fin de l'été) que par la prodigalité des autorités militaires aboutissant à un encombrement fatal des moyens de communication et des dépôts. Il note également que les signes de désenchantement se multiplient parmi la troupe avec une hausse rapide des amputations volontaires et des désertions⁷². Afin de mettre à profit cette situation, Ludendorff reçoit l'ordre de monter une opération de diversion au nord du front oriental ; l'idée est de forcer les Russes à détacher des réserves du centre et du sud du front pour les affaiblir aux endroits où Mackensen et Conrad doivent prochainement les attaquer. Le stratège de Tannenberg ne se fait pas prier car il croit depuis longtemps à une opération d'enveloppement du saillant polonais par le nord. Dès le 22 avril, l'*Armeegruppe Lauenstein*, du nom de son chef, attaque en direction de la Courlande mal défendue par un peu de cavalerie et des territoriaux lettons. La *Stavka* réagit mollement car elle estime que la forteresse de Kovno est suffisamment dissuasive et que le mauvais état des communications lui donne du temps. Mais les cinq divisions allemandes progressent plus rapidement que prévu. En quelques semaines, Libau (Liepāja) et Schaulen (Šiauliai) sont tombées. Comme escompté, la *Stavka* finit par envoyer début juin 18 divisions pour tenter d'enrayer la progression de la *Reichswehr*. Ludendorff ayant sécurisé ses victoires par la construction d'une solide ligne de défense, ce sont deux armées de secours russes qui arrivent alors pour couvrir Kovno à l'est et Riga au nord⁷³. Le plan allemand a bien fonctionné, au point que Falkenhayn s'enhardit à proposer discrètement une paix séparée aux Russes déjà battus sur le front de Galicie en mai⁷⁴. Ludendorff, lui, a d'autres visées que son supérieur hiérarchique. Il fait le siège du haut commandement pour obtenir les moyens de régler pour de bon le sort de la Russie par une manœuvre tournante en direction du sud. Il n'est pas suivi, Falkenhayn préférant faire pression sur le centre russe en Pologne. À la mi-juillet 1915, Riga est directement menacée : Mitau (Jelgava) est prise et le corps de Lauenstein, devenu *Niemen-Armee*⁷⁵, fonce vers la Dūna (Daugava). Or, Varsovie est sur le point d'être abandonnée par les Russes qui ont amorcé ce qu'on appelle la Grande Retraite. Ils n'ont plus d'autre choix en fait que de raccourcir leurs lignes tant la pression adverse

⁷¹ « Großer Rückzug », Wikipedia en allemand.

⁷² Norman Stone, *op. cit.*, p. 170.

⁷³ *Ibidem*, pp. 171-172.

⁷⁴ *Ibidem*, pp. 176.

⁷⁵ « Army of the Niemen », Wikipedia en anglais.

est devenue forte sur tous les points du saillant polonais⁷⁶. La chute de l'énorme forteresse de Kovno intervient le 17 août après la fuite de son chef, le vieux général Grigoriev, arrêté par la gendarmerie et condamné aux travaux forcés. Cette perte rend encore plus délicate la retraite russe le long du Niemen. Début septembre, Ludendorff lance une attaque frontale contre Vilnius. Il réussit à prendre la ville le 18, mais au prix de combats très coûteux en hommes et en matériel. Il doit rapidement se rendre à l'évidence. Les Russes sont parvenus à regrouper leurs forces et ne reculeront plus. Le 26 septembre 1915, le belliqueux général décide de fortifier ses acquis et met fin à 5 mois de combats meurtriers⁷⁷. Le bilan humain est épouvantable. Les armées tsaristes en retraite ont perdu plusieurs centaines de milliers d'hommes sur cette portion du front qu'ils soient morts, blessés ou prisonniers. Malgré la réussite globale de leur mouvement de retraite, elles ont dû également abandonner un matériel considérable ; rien que pour la forteresse de Kovno 1 300 pièces d'artillerie et 850 000 caisses d'obus⁷⁸. Les divisions allemandes ont essuyé de moins lourdes pertes, mais le nombre de morts et blessés excède largement les 100 000.

Quant aux populations de la zone, elles subissent un véritable calvaire. Évacuées souvent de force par les armées russes en retraite, elles sont également victimes de la tactique de la terre brûlée, pratiquée par des unités spéciales dont la tâche est, sous la surveillance de détachements cosaques, de laisser le moins possible de ressources à l'ennemi. Le 15 novembre 1915, on estime à 300 000 le nombre de Litvaniens réfugiés sur le territoire impérial dans des conditions le plus souvent lamentables⁷⁹. En Courlande, effrayées par l'avance de Lauenstein ou contraintes par les autorités tsaristes, 600 000 personnes (54 % du total) se lancent sur les routes et franchissent la Daugava. Il s'agit pour l'essentiel de femmes, d'enfants et de vieillards puisque les hommes en âge de combattre sont mobilisés soit dans les régiments d'active ou de réserve, soit dans les unités de territoriaux⁸⁰. Les comités d'aide aux

⁷⁶ « Bataille de Varsovie », Wikipedia en français ; Hermann Cron, *Imperial German Army 1914-18: Organization, Structure, Orders of Battle*, Helion & Co, 2002 (réédition d'un texte original de 1937), chap. 7 ; il existe aussi une étude d'époque : Douglas Wilson Johnson, « The Great Russian Retreat », *Geographical Review*, 1916, vol. 1, n°2, pp. 85-109 consultable sur internet (<http://jstor.org/stable/207761>).

⁷⁷ Norman Stone, *op. cit.*, pp. 186-189.

⁷⁸ *Ibidem*, p. 187.

⁷⁹ Suzanne Champonnois & François de Labriolle, *La Lituanie. Un millénaire d'histoire*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 144.

⁸⁰ Suzanne Champonnois & François de Labriolle, *La Lettonie. De la servitude à la liberté*, Paris, Khartala, 1999, p. 203. Pour une vue plus globale, voir Peter Gatrell, *A Whole Empire Walking. Refugees in Russia during World War One*, Indiana University Press, 1999, 336 p. ; Nicolas Werth, « Réfugiés et déplacés dans

réfugiés, fondés dans les deux cas par des nationalistes autochtones, font ce qu'ils peuvent, mais ne sont pas en mesure d'enrayer la misère. Beaucoup de ces malheureux, du moins en ville, sont des juifs ou des germanophones, soupçonnés a priori d'être en intelligence avec l'ennemi. Dès que ces malheureux sont partis, la populace se met à piller sans ménagements leurs maisons abandonnées. L'ambassadeur de France à Petrograd, Maurice Paléologue s'émue vivement du sort des premiers dans son journal : « *depuis quelques semaines, écrit-il, tous les juifs habitant la Lituanie orientale et la Courlande sont expulsés en masse, par ordre du haut commandement (russe, ndMC). On les refoule vers Jitomir, Kiew et Pultawa (sic). Comme toujours, les autorités russes procèdent à ces opérations sans le moindre préparatif, sans le moindre ménagement, avec une implacable brutalité... En même temps, un réveil d'antisémitisme se propage dans tout l'empire* »⁸¹. Par contre, le sort des germano-baltes l'intéresse moins, bien qu'il soit souvent analogue. La soldatesque allemande n'est pas non plus toujours très avenante, en dépit de l'image positive que voudrait donner sa propagande. Les bombardements impitoyables de localités se multiplient au fur et à mesure que la résistance se durcit entre la Doubissa et le Niémen. Les réquisitions sont nombreuses et parfois payées en monnaie de singe. De petites villes sont mises à sac, des lieux de culte brûlés intentionnellement. La police militaire se met aussi à la recherche d'éléments « antiallemands » figurant sur des listes préétablies. Elle procède aussi à des expulsions et des emprisonnements arbitraires. À la moindre velléité de résistance ou d'aide apportée à l'armée russe, les commandants font saisir des otages (environ 5 000) qui sont envoyés pour partie dans des camps de prisonniers⁸². Durant l'été 1915, la détresse est donc à son comble dans les zones récentes de combats proches de la Baltique.

D'importants dégâts collatéraux

En Russie

Le mythe d'une guerre courte s'étant effondré, les gouvernements ont davantage de mal à convaincre qu'ils maîtrisent la situation, malgré leurs appels à

l'Empire russe en guerre », in Stéphane Audouin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker, *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918. Histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, pp. 813-823.

⁸¹ Maurice Paléologue, *op. cit.*, t. 2, p. 16, journal du 1^{er} juillet 1915.

⁸² C. Rivas, *La Lituanie sous le joug allemand 1915-1918. Le plan annexionniste allemand en Lituanie*, Lausanne, Librairie Centrale des Nationalités, 1918, pp. 104-109. L'auteur est certes un nationaliste très ardent et le livre à charge contre les Allemands, mais il a le mérite de donner des exemples précis et circonstanciés. Une étude beaucoup plus récente confirme la dureté des premiers mois de guerre et d'occupation : Vejas Gabriel Liulevicius, *War Land on the Eastern Front: Culture, National Identity and German Occupation in World War One*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, chap. II.

l'unité autour des autorités. Le cas le plus évident est celui de la capitale de la Sainte Russie, Petrograd (alias Saint-Pétersbourg), où la tension monte à mesure que l'ennemi se rapproche de Riga. Les libéraux de la Douma obtiennent en juin 1915 le départ du ministre de la Guerre, le très réactionnaire général Soukhomlinov. Un peu plus tard, ils imposent la création *Comité central des industries de guerre* dont le tsar et ses partisans ne veulent guère car ils y voient la possibilité pour l'opposition parlementaire de jouer un rôle trop important dans les affaires militaires. C'est ce dernier néanmoins qui parvient à relancer la production d'armes, défaillante depuis plusieurs mois. Comme les défaites s'accumulent et que les Alliés s'inquiètent de la désorganisation croissante de la machine militaire, le gouvernement, avec l'accord de Nicolas II, convoque la Douma à partir du 1^{er} août. Sa popularité n'en croît pas pour autant, bien au contraire. Le tsar d'ailleurs, poussé par son entourage, prétend s'opposer de manière autoritaire à cette vague de critiques : début septembre 1915, il limoge son oncle, le Grand-Duc Nicolas Nicolaïevitch, qu'il accuse à mots couverts d'être le sous-marin des libéraux, et prend sa place à la tête des armées malgré une pétition de ses propres ministres, inquiets de la coupure croissante entre le souverain et son peuple. Il les chasse à leur tour, ce qui n'est pas sans déstabiliser les conservateurs et renforcer l'hostilité à son égard. Il décide enfin d'ajourner la Douma le 16 septembre 1915. Quelques semaines plus tard, au grand dam de la censure, paraît dans les *Rousskie Vedomosti* un article au titre évocateur : « Une situation tragique, le chauffeur fou »⁸³. Le tsarisme est désormais en sursis même parmi les défenseurs de l'idée monarchique ; il montre qu'il ne pourra pas résister à une autre vague de défaites. L'industriel Poutilov, écœuré, annonce même à l'ambassadeur de France qu'une révolution à double détente risque d'éclater dans un proche avenir⁸⁴.

Dans les pays scandinaves

La guerre provoque également des désordres au nord de la Baltique, en raison du blocus qui atteint de plus en plus sévèrement les pays scandinaves. Dès la fin octobre, les principaux belligérants se rendent compte que la guerre éclair n'aura pas lieu. Ils doivent désormais prendre en compte la notion de guerre d'usure où les aspects économiques sont très importants. C'est pourquoi la Scandinavie, pourtant neutre, devient un enjeu brûlant en raison de son importance dans le commerce intra-européen. Il s'agit en fait de la rendre la plus défavorable possible aux intérêts de l'ennemi et la plus complaisante possible vis-à-vis des siens propres. L'Allemagne, victime du blocus maritime britannique, doit à tout prix obtenir que les neutres lui fournissent les denrées et les biens industriels dont elle a besoin. Le Danemark est un

⁸³ Marc Ferro, *Nicolas II*, Paris, Payot, 1990, pp. 199-213.

⁸⁴ Maurice Paléologue, *op. cit.*, t. 1, pp. 370-371, journal du 2 juin 1915.

de ses fournisseurs traditionnels de produits agricoles et la Suède lui vend massivement du minerai de fer. L'un et l'autre pays lui achètent par ailleurs des machines et de nombreux produits finis. L'Allemagne est également le deuxième partenaire commercial de la Norvège⁸⁵. De plus, Berlin a des moyens de pression non négligeables : ses sous-marins, sa flotte de guerre en Baltique, la possibilité éventuelle d'une invasion militaire du Jutland. La Grande-Bretagne pour sa part achète et vend beaucoup en Scandinavie ; elle est même en volume le principal acteur commercial de la zone. Elle a surtout dans sa manche l'atout de sa domination sur la mer du Nord, ce qui la met en capacité de gêner considérablement le commerce des neutres. Elle ne tarde d'ailleurs pas à le faire savoir. Dans sa volonté d'asphyxier économiquement le *Reich*, elle use à fond de l'arme dissuasive. Dès le 4 août 1914, elle fait connaître sa liste des produits dits de contrebande qui n'est déjà plus tout à fait conforme aux accords internationaux de Londres de février 1909 (qu'elle n'a pas signés officiellement). Les neutres s'en émeuvent et obtiennent une vague assurance que la *Navy* se conformera aux traités en vigueur. Mais dès le 20 août, la « Perfide Albion » fait passer les denrées alimentaires de la « contrebande conditionnelle » à la « contrebande absolue », dont les règles sont bien plus sévères. Les navires neutres peuvent être arraisonnés, traînés vers un port britannique et retenus selon le bon plaisir des militaires de la Couronne⁸⁶. Deux jours plus tard, Londres fait savoir que l'exigence du « voyage continu » s'appliquera à la « contrebande conditionnelle » : dès lors, un nombre très élevé de produits peuvent être saisis si leur destination ultime, même indirecte, est l'Allemagne⁸⁷. Pour corser le tout, le 21 septembre 1914, le minerai suédois est enlevé de la liste des « produits libres » pour entrer dans celle de la « contrebande conditionnelle ». La réaction suédoise ne se fait pas attendre et après quelques semaines de négociations, cette mesure est annulée⁸⁸. Mais Londres est décidé à imposer sa loi. Le 2 novembre 1914, toute la mer du Nord est déclarée zone de guerre ; les navires neutres ne peuvent plus y circuler librement et doivent se plier aux règles édictées par l'Amirauté britannique⁸⁹. Ce jeu incessant fâche les gouvernements et milieux politiques scandinaves, ce qui incite Londres à tourner l'obstacle en négociant, entre décembre 1914 et janvier 1915, avec des consortiums d'hommes d'affaires des sortes d'accords de bonne conduite. Cela apaise un peu la situation. Mais l'Allemagne fait à son tour monter la tension. Dès le mois d'octobre,

⁸⁵ B.R. Mitchell, *International Historical Statistics. Europe 1750-2005*, Londres, Palgrave/Macmillan, 6^{ème} édition 2007, p. 650 sq.

⁸⁶ Patrick Salmon, *op. cit.*, p. 129-131.

⁸⁷ Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, p. 64.

⁸⁸ *Ibidem*, p. 65.

⁸⁹ *Ibidem*, p. 91 ; Patrick Salmon, *op. cit.*, p. 131.

elle commence elle aussi à élargir ses listes de contrebande. Le 23 novembre 1914, à la grande indignation de tous les milieux suédois, Berlin va même jusqu'à décider que certaines espèces de bois exportées vers la Grande-Bretagne constituent de « la contrebande conditionnelle », mettant de la sorte en difficulté l'un des secteurs économiques les plus importants du pays. Voyant en outre que les accords entre Londres et les consortiums d'affaires des pays neutres menacent ses approvisionnements, le gouvernement du *Reich* se fait plus exigeant. Il menace la Suède de couper la route de ses exportations de bois et durcit le 4 février 1915 sa guerre sous-marine. Stockholm, acculé, doit convenir d'un traité qui garantit ses exportations de bois vers l'Angleterre contre la fourniture de chevaux de remonte aux troupes allemandes. Cinq semaines plus tard, Le Royaume-Uni réplique en supprimant toute distinction au sein du fret maritime. Il s'oriente quelques mois plus tard vers un contrôle ouvert du commerce des neutres en exigeant de ces derniers qu'ils n'importent plus désormais que ce qui est strictement nécessaire à leurs besoins, quitte à produire lui-même ses propres statistiques. Les Scandinaves n'ont plus d'autre choix que de signer des accords contraignants durant l'été et l'automne 1915, d'autant que l'Allemagne s'est décidée elle aussi le 18 avril 1915 à allonger au maximum les listes de produits confisquables. Le commerce maritime est désormais entièrement soumis à la loi du plus fort⁹⁰. Les conséquences de cette situation ne tardent pas. Dès le début août 1914, les prix alimentaires commencent à exploser. En quelques mois, les familles modestes voient leur pouvoir d'achat douloureusement amputé ; il en résulte, selon le mot de l'historien danois Niels Finn Christiansen, une véritable « lutte pour le pain quotidien »⁹¹. Il faut dire que dans des pays comme la Suède ou la Norvège, la couverture en céréales n'est que de moins des deux tiers. Il faut donc importer une masse considérable de grains. Comme les marchés russe et allemand se dérobent, la seule ressource est d'acheter aux États-Unis et de dépendre ainsi de prix de transports rendus de plus en plus coûteux par le blocus maritime. De ce fait, l'inflation monétaire menace aussi les revenus des épargnants. Les producteurs s'en tirent mieux, mais sont suspendus aussi au maintien des liaisons avec l'extérieur. La mauvaise humeur des consommateurs est contenue tant que le travail semble reprendre après le chômage de masse de l'automne 1914. Mais les choses peuvent dégénérer rapidement.

⁹⁰ *Ibidem*, pp. 133-134 ; Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate suédois...*, *op. cit.*, pp. 170-174.

⁹¹ Niels Finn Christiansen, *op. cit.*, p. 206.

Dans les territoires occupés

L'occupation des territoires conquis par les Allemands durant les campagnes de 1915 n'est pas non plus une sinécure. Pour Berlin, il s'agit d'administrer le mieux possible un mélange de peuples et de territoires situés dans l'actuelle Lituanie, l'actuelle Pologne (région de Suwalki), l'actuelle Biélorussie (région de Grodna) et l'actuelle Lettonie (Kurzeme). Il faut donc maintenir sur place de gros contingents militaires qui font partiellement défaut sur le front occidental, et surtout tirer le maximum de zones souvent ravagées par les combats. Cette tâche est confiée à un « Commandant suprême de toutes les forces allemandes de l'Est » (*Oberbefehlshaber der gesamten deutschen Streitkräfte im Osten*) qui n'est autre que le Maréchal Hindenburg, assisté de l'inévitable Ludendorff. Celui-ci prend en main l'ensemble des opérations, avec l'énergie brutale le caractérisant. Son but, au-delà de l'exploitation rationnelle des ressources matérielles et humaines, est de préparer une éventuelle intégration de ces zones après guerre dans l'Empire allemand. Il commence par mettre en place une structure administrative pyramidale, essentiellement peuplée de militaires⁹². Au sommet de cet *Ober-Ost* (abréviation désignant la structure d'ensemble et pas seulement son chef), il y a une équipe de direction d'une dizaine de membres ayant chacun son propre domaine d'intervention (finance, transports, agriculture etc.) ; elle est installée d'abord à Tilsit, en territoire allemand, puis à Kaunas (début 1916) avec un nombre respectable de subordonnés et d'employés. Le territoire qu'elle administre est divisé, à l'allemande, en districts – *Bezirke* – (début 1916, il y en aura sept : Bialystok, Grodno, Mitau (Jelgava), Wilna (Vilnius), Kovno (Kaunas) et Suwalki) et en cercles – *Kreise* – avec chacun à leur tête un officier responsable et une administration nombreuse⁹³. À la tête de chaque commune est placé un bourgmestre de confiance ; c'est un militaire pour les plus grosses agglomérations. Les autorités d'occupation utilisent également de nombreux auxiliaires civils qu'ils choisissent de préférence parmi les groupes ethniques ou sociaux qui leur semblent les moins hostiles à leur présence : germanophones, juifs ayant pu rester sur place ou Polonais, prélats, grands propriétaires et colons allemands ayant échappé à l'exil. L'une des premières grandes tâches de l'occupant est de réorganiser complètement le système de transports⁹⁴. Trois voies ferrées et des dizaines de routes nouvelles sont construites à l'aide de réquisitions forcées de main-d'œuvre ; ces dernières sont mal vues des populations rurales qui perdent ainsi de précieuses journées de travail sur

⁹² « Oberbefehlshaber der gesamten deutschen Streitkräfte im Osten », *wikipedia* en français.

⁹³ C. Rivas, *op. cit.*, p. 150 estime qu'il y a pour le seul district de Kaunas 2 084 militaires employés dans l'administration dont 201 officiers haut-gradés, 362 de rang moyen, 878 employés dits inférieurs et 653 gendarmes.

⁹⁴ *Ibidem*, chap. XV, pp. 375-382.

leurs propres exploitations. Au demeurant, les autochtones profitent assez peu de ces progrès puisqu'ils sont destinés essentiellement aux troupes et à leur approvisionnement. De plus, les déplacements de civils sont strictement contrôlés par une gendarmerie omniprésente et tatillonne. Le redémarrage de l'agriculture est le deuxième grand souci de l'*Ober-Ost*⁹⁵. Il doit en effet nourrir ses propres troupes, approvisionner les villes et envoyer des surplus en Allemagne. Au départ, la situation est catastrophique comme le note un journal allemand d'époque (qui fait en creux l'éloge de l'action des occupants) : « ...*En vérité, après la retraite russe, on manquait de tout pour cultiver les champs. Un grand nombre de propriétés nobiliaires étaient abandonnées par leurs maîtres, rien moins que 600 en Lituanie, 149 en Courlande sur 500... La population paysanne restée dans le pays manquait de moyens de travail, de chevaux et de bœufs pour les attelages, d'instruments aratoires et de semences...* »⁹⁶. Un comité agricole *ad hoc* tente donc d'organiser militairement les choses. Certaines unités sont même invitées à prendre la charrue sur les grands domaines abandonnés afin de préparer la récolte suivante de 1916. Elles sont assistées par des prisonniers de guerre et des ouvriers civils réquisitionnés de force. On importe d'Allemagne du matériel et les premières semences tandis que les chevaux de l'armée remplacent au pied levé les anciennes bêtes de trait. L'administration décide aussi de mettre en culture des terres nouvelles. Pour l'élevage, des laiteries sont créées. Le Comité agricole cherche aussi à relancer la production de fruits et de légumes. Mais il faut attendre une année pour recueillir les fruits de cette politique volontariste. En attendant, la population souffre de graves pénuries du printemps 1915 à l'été 1916, en particulier dans les villes. Les autorités militaires servent en priorité l'armée⁹⁷ et s'intéressent beaucoup moins au sort des civils. D'ailleurs les Allemands mettent au point un régime sévère de réquisitions de pommes de terre, de grains, de beurre et de bétail qui accablent une paysannerie excédée et peu coopérative⁹⁸. Ils ont en outre recours à un système très sévère de taxes et de douanes qui sert surtout à combler les déficits du *Reich*⁹⁹. L'administration militaire éprouve par ailleurs un grand intérêt pour l'exploitation des ressources forestières¹⁰⁰ ; elle installe à Bialystok une administration spéciale dont la tâche

⁹⁵ *Ibidem*, chap. XIX à XXII, pp. 413-459.

⁹⁶ Oberst a. D. Medicus, « Durch Litauen und Kurland », *Münchener Neuste Nachrichten*, 16 février 1917.

⁹⁷ Néanmoins, la troupe ne mange pas toujours à sa faim, comme le relate dans son témoignage le soldat alsacien Lucien Finance, affecté à l'époque à un dépôt de chevaux de Vilnius. Jean-Noël Grandhomme, « Sur le Front de Lituanie en 1915-1918. La Grande Guerre de Lucien Finance, l'ultime survivant sélestadien », *Annuaire des Amis de la Bibliothèque Humaniste de Sélestat*, XLVIII, 1998, pp. 102-107.

⁹⁸ C. Rivas, chap. XXIII, pp. 461-478.

⁹⁹ *Ibidem*, pp. 254-287. L'auteur donne ici des exemples très précis de règlements et de tarifs.

¹⁰⁰ *Ibidem*, chap. XXIV, pp. 479-497.

essentielle est de mettre le plus vite possible en exploitation les vastes forêts du bassin du Niémen (par exemple la forêt quasi vierge de Bieloveja) dont les grumes sont acheminées par flottage jusqu'en Prusse orientale. Dans le domaine industriel et commercial, l'action de l'*Ober-Ost* n'est guère profitable aux habitants¹⁰¹. Les obstacles nombreux à la libre circulation des personnes et des biens privés ainsi que la mise à disposition de l'armée quasi exclusive des moyens de transports modernes nuisent aux échanges économiques. De plus, la remise en route de l'industrie est surtout réalisée au profit des industriels et banquiers allemands invités à faire main basse sur les secteurs les plus intéressants. Le plan de Ludendorff est de toute façon de transformer les territoires sous son contrôle en une sorte d'espace semi-colonial au sein duquel pourraient venir s'installer après-guerre des colons venus des zones germanophones de la Volga ou tout simplement d'Allemagne. Il lance d'ailleurs tout un programme de germanisation des populations auxquelles il rêve d'inculquer les « idéaux allemands ». Mais en fait, il se heurte à l'obstacle linguistique et aux réticences de populations déjà travaillées par les nationalismes autochtones. En outre, les faveurs données par exemple au clergé catholique polonais au détriment du clergé lituanien soulèvent de fortes oppositions. L'échec est donc patent dès l'origine. L'historien américain Vejas Gabriel Liulevicius considère que cette incompréhension réciproque entraîne une évolution du regard allemand sur la colonisation à l'Est de l'Europe qui mènera ultérieurement aux drames de la Deuxième Guerre mondiale¹⁰². Quoi qu'il en soit, il est clair qu'en 1915, les habitants des territoires occupés subissent un sort fort peu enviable. C'est un autre aspect de ce qu'il faut payer pour des combats sanglants et toujours pas décisifs.

Mais qu'en est-il des économies des pays belligérants ou neutres de la zone durant cette première année de conflit ? Face à des opérations militaires qui durent et deviennent de plus en plus coûteuses, elles doivent s'adapter tant bien que mal pour essayer d'échapper au marasme et répondre aux exigences croissantes des états-majors.

Une reconversion économique dans l'urgence

Les difficultés de l'été et de l'automne 1914

Avant de partir en guerre, le gouvernement du *Reich* a pris quelques précautions et constitué quelques stocks de nourriture et de munitions, mais dans l'optique illusoire d'une guerre courte. Il n'a pas non plus modifié le budget 1914, car il pense que le *Wehrbeitrag*, sorte d'impôt sur la fortune, voté en 1913, doit suffire à

¹⁰¹ *Ibidem*, chap. XVIII, pp. 403-408.

¹⁰² Vejas Gabriel Liulevicius, *op. cit.*

assurer les dépenses extraordinaires¹⁰³. En fait, la situation économique et sociale dérape rapidement. Certes, dans les *Länder* et les provinces prussiennes proches de la Baltique, le blocus imposé par les Britanniques dans les premiers jours du conflit n'a pas toujours un caractère dramatique pour les ports car le minage des détroits n'empêche pas de faire des trafics tant avec le Danemark qu'avec la Suède ou la Norvège, pays neutres d'où sont importées désormais les matières premières les plus indispensables. Par exemple, un port comme Lübeck, après quelques semaines d'incertitudes, connaît une augmentation rapide de ses importations de bois et de minerai de fer suédois ainsi que de ses exportations de charbon et de coke en direction de ce pays. Le transbordement des marchandises devient un tel problème dès l'automne 1914 qu'il faut envisager rapidement d'agrandir les installations de chargement et approfondir le grand bassin du *Vorwerker Hafen*. Le haut-fourneau, les chantiers navals et l'usine Dräger, spécialisée dans les matériels de plongée, retravaillent activement dès l'automne¹⁰⁴. Mais ce n'est pas forcément aussi brillant partout. Königsberg, où existe une forte communauté de dockers, voit son trafic s'écrouler en raison de la situation très trouble de son arrière-pays et du danger représenté par la marine russe dans cette zone¹⁰⁵. Memel souffre pour sa part de l'arrêt pendant des mois de sa source essentielle d'approvisionnement, le flottage du bois sur le Niemen. En outre, la mobilisation massive des hommes désorganise le marché du travail ; de nombreux établissements, surtout parmi les PME, doivent diminuer fortement leur activité, voire la stopper, faute de main-d'œuvre qualifiée. Le chômage explose¹⁰⁶ alors même qu'il y a objectivement pénurie de travailleurs. Les grosses entreprises ne sont pas épargnées par cette incertitude initiale et doivent attendre plusieurs mois avant de pouvoir se reconvertir vers les marchés de guerre. Les chantiers navals spécialisés dans les gros bâtiments de guerre, comme Schichau à Elbing, interrompent pendant plusieurs semaines les commandes en cours, en particulier pour la Russie¹⁰⁷. S'ajoute à cela, l'invasion d'une bonne partie de la Prusse orientale ; l'économie locale est ruinée et le flot de réfugiés qui part vers l'ouest ne trouve pas à s'employer, faute d'embauches. C'est pourquoi, les autorités régionales et nationales font de la lutte contre le chômage une priorité des six premiers mois de guerre. On établit dès août 1914 de nombreuses agences pour l'emploi afin de

¹⁰³ Hew Strachan, *Financing the First World War*, New York/Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 100.

¹⁰⁴ Gerhard Meyer, « Erster Weltkrieg », *op. cit.*, p. 679.

¹⁰⁵ Andreas Kossert, *Ostpreußen...*, *op. cit.*, p. 201.

¹⁰⁶ Albrecht Ritschl, « The Pity of Peace: Germany's Economy at War, 1914-1918 and Beyond », in Stephen Broadberry & Mark Harrison (sous la dir.), *The Economics of World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 43.

¹⁰⁷ « Schichau-Werke », *Wikipedia* en allemand.

trouver des solutions, ne serait-ce que provisoires. En décembre 1914, le gouvernement du *Reich* demande aux municipalités de gérer au mieux ce problème et promet des aides importantes. Mais il n'y a pas de véritable politique centralisée de la main-d'œuvre avant la loi sur le service patriotique du travail (*Vaterländisches Hilfsdienstgesetz*) de la fin 1916¹⁰⁸. Selon les chiffres fournis par B.R. Mitchell, le chômage qui n'était que de 2,9 % à l'échelle du *Reich* monte à 7,2 % fin 1914¹⁰⁹. On peut estimer que pour les *Länder* bordiers de la Baltique, l'augmentation est du même ordre, mais avec de fortes différences d'un district (*Bezirk*), d'un canton (*Kreis*) et d'une localité à l'autre, avec un record en Prusse orientale et une diminution au fur et à mesure que l'on va en direction du Schleswig, dont l'économie profite davantage de l'accroissement des trafics avec le Danemark et la Suède. Par contre, comme le note Albert Ritschl, « l'approvisionnement semble avoir mieux résisté qu'attendu au blocus allié »¹¹⁰, du moins jusqu'à la fin 1915. Les stocks de précaution ont eu sans doute un effet bénéfique à l'automne 1914, mais également une active politique d'achat aux pays neutres. Avec le renchérissement du fret et la priorité donnée aux forces armées, les prix de détail du ravitaillement augmentent. Mais dans une mesure encore supportable si l'on en croit les statistiques sur le commerce et les prix de l'État de Prusse qui donnent des indications sur l'évolution par trimestre dans les principales villes en 1914¹¹¹. Si les légumes subissent une augmentation substantielle, les tarifs du pain et de la viande, en particulier du porc, ne s'envolent pas, même dans les zones proches du front, comme Allenstein (Olsztyn) ou Graudenz (Grudziąz). Les autorités locales et militaires ont déjà imposé à l'évidence un contrôle, de façon à éviter d'éventuels désordres. Néanmoins, la première ordonnance établissant la réquisition et l'administration forcée de la production de céréales ne date que du 25 janvier 1915¹¹². Nous manquons de sources pour établir avec certitude l'évolution des revenus et des salaires réels à cette époque dans le Nord de l'Allemagne. Selon Ritschl, à l'échelle du *Reich*, ils auraient baissé dans les industries de guerre, plutôt progressé dans les industries civiles et auraient peu évolué dans les industries intermédiaires. Les manœuvres et les femmes auraient été plus favorisés de ce point de vue que les hommes et la main-d'œuvre qualifiés. Mais l'enquête réalisée sur 370 établissements entre mars 1914 et mars 1918 note à titre global une baisse marquée

¹⁰⁸ Albrecht Ritschl, *op. cit.*, p. 53.

¹⁰⁹ B.R. Mitchell, *International Historical Statistics. Europe 1750-2005*, New York, Palgrave/Macmillan, 2007 (6^{ème} édition), p. 172.

¹¹⁰ *Ibidem*, p. 57.

¹¹¹ *Statistisches Jahrbuch für des Preussischen Staat*, Berlin 1915, pp. 270-283.

¹¹² Pierre Jardin, *op.cit.*, p. 71.

(entre 10 et 15 %) au cours de la première année de guerre¹¹³. Ces chiffres globaux masquent de toute façon d'importantes différences selon les bassins d'emploi et entre les villes et les campagnes. Compte tenu de ce que nous savons de la progression du chômage, de l'importance des destructions, du nombre de réfugiés et de la hausse de certaines denrées dans le Nord de l'Allemagne, nous pouvons cependant douter d'une amélioration du pouvoir d'achat. Le contraire est plus probable, à défaut d'être démontré.

Du côté des provinces baltes, de l'Ingrie et du Grand-Duché de Finlande, mais également dans l'énorme métropole de Saint-Pétersbourg (qui devient Petrograd en 1915) les premiers mois de guerre ne sont pas non plus de tout repos pour la grande masse des gens. Selon l'enquête célèbre de Prokopovitch, contemporain des événements, le revenu national russe aurait dans l'ensemble reculé de 5 % la première année du conflit dans l'ensemble de la Russie¹¹⁴. Or, les premiers mois de guerre sont manifestement les moins favorables de la période. En outre, le port de Saint-Pétersbourg est victime presque immédiatement du blocus de la Baltique et de la guerre que s'y livrent les escadres belligérantes. De plus, le ravitaillement par la mer Blanche n'est pas encore en place et le flux incessant des convois militaires gêne énormément celui des marchandises et matières premières venant du reste de l'empire. Le nombre d'heures travaillées diminue dans les grandes entreprises alors même que beaucoup d'usines se retrouvent, comme en Allemagne, privées de leur main-d'œuvre jeune et qualifiée. Le chômage gagne jusqu'en novembre, tandis que l'État russe peine à faire augmenter la production de guerre. Les récoltes satisfaisantes de 1914 ne provoquent pas de pénuries graves, mais la lenteur et la désorganisation relative des transports fait parfois disparaître pour quelques jours des étals certains produits de base. En outre, les autorités imposent des prix assez bas aux producteurs de grains, facteur qui incite certains à stocker en vue de spéculer quelque peu. Heureusement, les campagnes proches d'Ingrie ou de Carélie sont à même de fournir à peu près en suffisance le lait, le beurre et la viande en cas de rupture momentanée d'approvisionnement¹¹⁵. Au total donc, les prix augmentent, mais sans exploser alors que l'arrivée de roubles papier¹¹⁶, appuyée sur l'abandon immédiat du *Gold Standard*, n'a pas encore trop dégénéré. En fait, les

¹¹³ Albert Ritschl, *op. cit.*, pp. 54-55.

¹¹⁴ Sergeï Nikolaïevitch Prokopovitch, *Voina i narodnoe khoziaistvo* (La guerre et l'économie nationale), Moscou, Soviet Vsierossiski kooperativnikov siezdov, 1918 (2^{ème} édition) ; cité ici par Peter Gatrell, « Poor Russia, Poor Show: Mobilising a Backward Economy for War, 1914-1917 », in Stephen Broadberry & Mark Harrison (sous la dir.), *op. cit.*, p. 240.

¹¹⁵ Mäija Lapola (sous la dir.), *Suomi & Pietari* (La Finlande & Saint-Petersbourg), Helsinki, WSOY, 228 p.

¹¹⁶ Peter Gatrell, contribution citée, p. 247.

problèmes s'aggraveront plus tard avec l'afflux des réfugiés et la coupure croissante entre villes et campagnes. De toute façon, la ville est encore calme et soutient bon gré mal gré la guerre contre l'Allemagne durant l'été et l'automne 1914.

Dans les provinces baltes, les hostilités provoquent dès le départ de grosses difficultés économiques, que ce soit en Lituanie, à proximité immédiate du front, ou en Lettonie et Estonie qui pour l'instant se sentent à l'abri. Les villes portuaires comme Libau (Liepāja), Windau (Ventspils), Riga, Pernau (Pärnu) ou Tallinn sont manifestement gênées par le recul rapide des trafics. Leurs usines souffrent moins, mais rencontrent néanmoins des problèmes. L'industrie estonienne, par exemple, est dépendante des importations de charbon anglais ; or, celui-ci n'arrive plus, du fait du blocus ; elle se tourne vers les mines ukrainiennes, mais les convois arrivent avec lenteur par chemin de fer. Il faut trois ou quatre mois pour se reconvertir dans la production d'obus, de cartouches et d'uniformes avec une main-d'œuvre plus féminisée, plus jeune et moins qualifiée du fait du départ au front de dizaines de milliers hommes. Dans les campagnes, 30 % des fermiers et 40 % des ouvriers agricoles ont été mobilisés en Livonie et en Estlandie tandis qu'une partie conséquente des chevaux a été réquisitionnée. Cette situation compromet la moisson et la désorganisation des transports provoque des tensions dans l'approvisionnement des principales villes¹¹⁷. L'inflation n'est pas encore trop grave, mais il y a déjà une montée sensible des prix des denrées sans doute plus forte que dans la capitale de l'empire. Riga, Kovno (Kaunas) et Vilnius où arrivent les premiers réfugiés des zones proches du front (combats de septembre et d'octobre 1914), connaissent une situation encore plus scabreuse.

Le Grand-Duché de Finlande est touché de plein fouet en août 1914 par les licenciements en raison de l'arrêt brutal des exportations de bois et de sciage, du quasi arrêt des ports et de l'interruption des chantiers dans le bâtiment. Le Sénat (gouvernement autonome) craint sérieusement l'irruption d'un chômage de masse et fonde un comité spécial qui exhorte les municipalités à trouver d'urgence des travaux palliatifs¹¹⁸. Chaque jour, le grand journal ouvrier d'Helsinki, *Le Travailleur*, consacre de nombreux articles aux problèmes d'emploi, utilisant ainsi la faible marge de manœuvre que lui laisse la censure¹¹⁹. Selon les inspecteurs du travail, peu suspects d'être victimes de la propagande socialiste, on atteindrait dans les villes 19 % de sans-emploi¹²⁰. Cependant, la situation évolue favorablement dès décembre avec

¹¹⁷ Suzanne Champonnois & François de Labriolle, *Dictionnaire historique de l'Estonie*, Crozon, Armeline, 2005, pp. 89-90.

¹¹⁸ Pertti Haapala, *op. cit.*, p. 195.

¹¹⁹ *Työmies*, numéros des mois d'août à novembre 1914.

¹²⁰ Pertti Haapala, *op. cit.*, p. 196.

l'ouverture de nombreux chantiers militaires de fortification et l'afflux rapide de commandes de guerre. Mais les régions les plus dépendantes de l'économie forestière au nord et à l'est du pays restent à l'écart de cette amélioration, d'où le début de vastes mouvements migratoires vers le sud. Cela dit, la situation reste tendue car les échanges avec le principal fournisseur du Grand-Duché, l'Allemagne, sont interrompus et que les trafics avec l'Angleterre, principale destination des exportations nationales, sont eux aussi en chute libre. La demande russe ne peut croître à la même vitesse que ces pertes et les échanges avec la Suède, en progrès eux aussi, restent encore peu développés fin 1914¹²¹. Par ailleurs, une première invasion de roubles papier, destinés au départ principalement aux troupes russes présentes sur place, perturbe quelque peu l'équilibre monétaire. Certes, le phénomène en est encore à ses débuts, mais il est clair qu'il peut entraîner plus tard des difficultés croissantes. Les recettes de l'État finlandais sont également en baisse (surtout les douanes) alors que le temps manque pour trouver tout de suite des ressources nouvelles¹²². Pourtant, les dépenses publiques augmentent, en particulier pour les communes qui doivent assurer le logement des soldats russes, contrôler les prix, aider les chômeurs et les pauvres¹²³. Les exploitations agricoles par contre, sont beaucoup moins gênées que dans les provinces baltes : elles ne subissent pas la conscription et profitent de la demande croissante de viande et de produits laitiers dans la Russie voisine et l'immense agglomération frontalière de Saint-Petersbourg. Bien que les scieries soient au chômage, les bûcherons trouvent des commandes auprès des papeteries qui tournent rapidement à plein régime et dans le commerce de bûches destinées à remplacer le charbon qui n'arrive plus dans les ports. L'inflation pour sa part reste à un niveau à peu près supportable, mais dans les villes, la hausse du prix des denrées et des combustibles met en péril l'équilibre des petits budgets, car elle n'est pas compensée par le blocage des loyers. À Vyborg, le phénomène est aggravé par la proximité de la frontière et les exportations de produits agricoles vers Saint-Petersbourg, fort lucratives pour les producteurs¹²⁴... En somme, bien qu'éloignée du front, n'étant pas soumise à la conscription et disposant d'atouts économiques, la Finlande subit elle aussi la crise de l'automne 1914.

En Scandinavie proprement dite, la situation est plus contrastée. La Suède est la plus touchée. Sa position géographique ainsi que ses relations assez médiocres avec Londres la rendent plus vulnérable au blocus de la *Navy* dont nous avons analysé plus haut le durcissement progressif. Une enquête publique du 15 août 1914

¹²¹ B. R. Mitchell, *op. cit.*, p. 655.

¹²² Pertti Haapala, *op. cit.*, pp. 173-178.

¹²³ *Ibidem*, p. 181.

¹²⁴ *Ibidem*, pp. 188-190.

portant sur 257 043 ouvriers d'industrie montrent que 32,2 % sont touchés par le chômage partiel, 9,7 % par le chômage total et que 7,6 % sont mobilisés. Le gouvernement met vite sur pied une Commission du chômage (*Arbetslöshetskommissionen*) qui estime en septembre que 35 000 à 40 000 travailleurs ont perdu leur emploi en raison de l'arrêt des approvisionnements en matières premières et en combustibles. Selon les chiffres de la centrale syndicale L.O., il y aurait 15 % de chômeurs encore en décembre. Ce dernier chiffre est sans doute surestimé, mais il montre que le choc de l'entrée en guerre a été plutôt rude¹²⁵. Dans les premiers jours de la guerre, la panique relative régnant dans le pays déclenche une brusque flambée spéculative des prix. « Importateurs, grossistes et détaillants (stockent) même les produits d'origine nationale »¹²⁶. Le gouvernement réagit avec promptitude pour mettre fin à ces manigances, puisqu'il crée une Commission des denrées (*Livsmedelkommissionen*) vers la mi-août. Cela permet de revenir en quelques semaines à une situation plus normale, bien que le système du maximum, préconisé par les militants du SAP, ne soit pas mis en place. En réalité, si les prix de la viande augmentent peu en raison des abattages massifs liés à la sécheresse, ceux des céréales progressent de 15 % à 60 % selon les lieux entre août et décembre. Les combustibles subissent aussi une hausse importante, fait majeur dans un pays aux automnes et hivers froids (+ 50 % pour le charbon), tandis que les prix des œufs, de la margarine et du beurre s'envolent vers des sommets. La *Livsmedelkommissionen* à majorité pourtant conservatrice s'en inquiète¹²⁷. Les principales victimes sont les classes populaires urbaines et certains secteurs ruraux du nord du pays où l'importation de denrées est nécessaire. Les salaires, pour leur part, semblent stagner¹²⁸. En Norvège, la situation est moins difficile parce que le blocus imposé par les Britanniques est moins sévère. Le mois d'août est cependant marqué par l'affaissement de l'activité portuaire et une longue semaine de panique pendant laquelle les magasins sont dévalisés et les prix font l'objet d'une invraisemblable spéculation à la hausse. Des épargnants affolés se ruent aussi sur les banques afin d'échanger leurs billets contre de l'or. Le gouvernement de centre gauche réagit avec promptitude. Il interdit la conversion des billets et, à l'instar de la Suède, met en place divers comités spéciaux, dont l'un pour l'approvisionnement où siège, en guise d'ouverture, un représentant des travaillistes. Une loi spéciale est votée pour assurer de manière avantageuse les risques maritimes. De ce fait, l'activité reprend vite et la vague de chômage est nettement moins élevée que chez le grand voisin ; l'économie est dopée aussi par

¹²⁵ Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, pp. 96-98.

¹²⁶ *Ibidem*, p. 63.

¹²⁷ *Ibidem*, pp. 93 sq.

¹²⁸ *Ibidem*, p. 99.

l'augmentation des échanges avec l'Allemagne qui achète massivement aux neutres durant les premiers mois de guerre¹²⁹. Le scénario danois présente des similitudes avec celui de la Norvège. Le choc principal est subi en août et l'activité reprend pour les mêmes raisons dès la fin septembre. Les prix augmentent toutefois plus vite que les salaires, ce qui rend difficile le sort des plus fragiles¹³⁰.

Au total, nous voyons que cette période souvent mal connue du conflit présente en général un caractère négatif pour une bonne partie de la population de la zone baltique. L'entrée en guerre n'a apporté en général que des soucis supplémentaires, y compris chez les neutres. Il semble pourtant que l'année 1915 soit marqué par un redressement partiel qui a pu s'apparenter au nord à un certain boom économique, mais dont les limites sont beaucoup plus marquée au sud.

La conjoncture contrastée de 1915

Un certain nombre d'historiens évoquent pour le Danemark et la Norvège une phase de croissance forte durant les années 1915-1916. Thomas Kingstone Derry estime qu'« après la panique des débuts, la population norvégienne a joui pendant deux ans d'une assez large prospérité »¹³¹. En effet, le pays conserve la possibilité d'assurer en gros son approvisionnement en denrées (blé ou sucre américains) et matières premières (charbon britannique). 95 navires de commerce sont certes coulés en 1915, beaucoup d'autres saisis, mais le fret est globalement multiplié par trois du fait que les habituels concurrents sont en partie paralysés. Les armateurs dégagent d'énormes profits et le chômage est réduit à pratiquement rien car les produits d'exportations se vendent bien : poissons, bois et dérivés, minerais et produits chimiques divers. Les exportations vers l'Allemagne se maintiennent à un haut niveau (pyrites et conserves de poissons) et des arrangements avec la Grande-Bretagne permettent d'éviter un blocus sévère. C'est ainsi que pour mettre de l'huile dans les rouages, le baleinier *De Nordiske Fabriker* vend sa production à prix avantageux à *Lever Brothers* tandis que la *Norwegian America Line* accepte de mettre à disposition de la *Navy* la liste complète de ses paquebots. Les autorités britanniques se contentent pour le moment d'espionner les trafics et de faire les gros yeux vis-à-vis des trafics germano-norvégiens¹³². Les grandes compagnies maritimes danoises profitent elles aussi de l'accroissement du fret et des généreuses primes d'assurance des pertes. Les coopératives agricoles et les sociétés d'import-export font aussi

¹²⁹ Thomas Kingstone Derry, *op. cit.*, pp. 267-269 ; Per Fulgum, *Norge i støpeskjeen 1884-1920*, t. 12 de la collection *Norges Historie*, Oslo, J.W. Cappelens Forlag, 1978, p. 476 ; David Philip, *op. cit.*, p. 201.

¹³⁰ Niels Finn Christiansen, *op. cit.*, p. 203.

¹³¹ T.K. Derry, *op. cit.*, p. 271.

¹³² *Ibidem*, pp. 272-275.

d'excellentes affaires avec l'Allemagne. Si les importations en provenance de ce pays reculent d'un peu plus d'un quart entre 1914 et 1915, les exportations vers le *Reich* augmentent de près de 60 % en valeur. Les échanges avec la Grande-Bretagne progressent également, en tout cas pour les importations. Quant aux exportations vers la Suède, elles connaissent un quasi doublement¹³³. Il faut néanmoins apporter des nuances à ce schéma idyllique. Tout d'abord, la vie chère constitue un problème social récurrent car les denrées importées subissent une hausse continue. Du coup, les augmentations salariales du printemps et de l'été sont presque totalement annihilées pour les familles populaires¹³⁴. La situation monétaire n'est pas non plus très brillante, car l'année 1915 marque le début d'une spéculation effrénée en bourse et d'une fuite de capitaux vers l'étranger, en particulier pour la Norvège¹³⁵. De plus, la conjoncture est suspendue à un durcissement du blocus britannique et de la guerre sous-marine allemande. Quant au chômage, s'il semble pratiquement disparaître en Norvège, il reste assez élevé au Danemark malgré une légère baisse amorcée par rapport à 1914 (8,1 % contre 9,9 %)¹³⁶.

L'économie suédoise paraît davantage sur la corde raide. L'annonce faite le 4 février 1915 par Berlin que les eaux britanniques seraient désormais considérées comme zone de guerre entraîne dans la foulée un renchérissement considérable du prix des transports. France et Angleterre décident à leur tour le mois suivant de saisir toute marchandise dont la destination finale serait l'Allemagne. En avril, les autorités du *Reich* répliquent en conduisant désormais à Swinemünde (Swinoujście) toute cargaison suspectée d'être envoyée à l'ennemi. Comme l'affirme Jean-Pierre Mousson-Lestang, « le commerce suédois se trouv(e) désormais pris en deux systèmes géographiques de contrôle de la contrebande, celui de la Baltique dominé par l'Allemagne, celui de l'Atlantique et de la mer du Nord dominé par l'Entente »¹³⁷. Or, les rapports entre le gouvernement conservateur d'Hammar skjöld, plutôt germanophile, et celui de Londres sont très tendus. Le 4 mai 1915, Stockholm tente un coup d'éclat en décrétant la prohibition d'un certain nombre de produits de transit (surtout destinés à la Russie) et en signant un accord commercial à l'amiable avec l'Allemagne le 15 juin 1915. La conséquence en est dès juillet la rupture provisoire des négociations avec Londres qui contribue à renchérir encore le coût des importations britanniques. Celles-ci progressent très peu, compensées en partie par l'augmentation sur le marché national des marchandises danoises et

¹³³ B. R. Mitchell, *op. cit.*, p. 650.

¹³⁴ David Philip, *op. cit.*, p. 203 ; N. F. Christiansen, *op. cit.*, p. 203 sq.

¹³⁵ David Philip, *op. cit.*, p. 207.

¹³⁶ B. R. Mitchell, *op. cit.*, p. 171.

¹³⁷ Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, p. 171.

norvégiennes. Les exportations continuent par contre à bien se porter : elles passent de 175 millions de couronnes en 1914 à 486 millions avec le *Reich*, devenu en un an premier partenaire commercial de la Suède, et de 258 millions à 330 millions avec le Royaume-Uni¹³⁸. La vie quotidienne de millions de Suédois est affectée par cette évolution. Le Parti social-démocrate (SAP) entame une lutte de plus en plus déterminée contre le gouvernement Hammarskjöld à qui il reproche de favoriser la vie chère (*Dyrtiden*) en se montrant trop intransigent vis-à-vis des Britanniques et en favorisant l'exportation massive de viande et de poisson (le prix de ces denrées progresse plus vite que les autres). Mais l'amélioration de la situation de l'emploi, assez rapide, et la croissance de la production industrielle et des salaires empêchent pour le moment les choses de dégénérer. Les paysans producteurs par ailleurs sont plutôt satisfaits du haut niveau des prix. Les profits des principales entreprises sont pour leur part très importants sans pour autant entraîner, semble-t-il, une spéculation aussi forte qu'en Norvège.

Les provinces du Nord de l'Allemagne suivent en gros l'évolution générale de l'économie du *Reich* en 1915. Or l'ensemble des études réalisées à ce jour montrent que le recul du PIB allemand est sensible par rapport à 1914 (de l'ordre de 5 % à 10 %) et surtout 1913 (moins 18 %). L'agriculture continue de souffrir du manque de main-d'œuvre, malgré l'utilisation de prisonniers de guerre et les appels récurrents aux femmes et aux enfants scolarisés lors des périodes de récolte¹³⁹. La diminution de la production d'engrais et de machines agricoles est aussi un lourd handicap. En Prusse orientale, la reconstruction des zones occupées jusqu'en février 1915 est plus lente que souhaité ; la production est en berne dans de nombreux districts. Les *junkers* abreuvent Berlin de rapports alarmistes sur leur situation financière et la dureté des temps. L'industrie connaît aussi des problèmes de main-d'œuvre (moins 10 %¹⁴⁰) et de productivité (moins 20 % à 30 %, davantage pour la productivité horaire¹⁴¹) ; de fait, les hommes mobilisés ne sont pas tous remplacés tant en quantité qu'en qualité. Mais plus grave encore est la situation créée par le blocus qui fait chuter les importations de près de moitié et les exportations encore davantage¹⁴². L'approvisionnement des industries civiles est menacé et celui des industries de guerre difficilement assuré. Une relative famine de coton commence à gêner les petites firmes textiles installées dans les bourgs et les villes moyennes des provinces

¹³⁸ B. R. Mitchell, *op. cit.*, p. 716.

¹³⁹ Hans Schulz-Hansen, « Schleswig-Holstein im 1. Weltkrieg 1914-1918 », in Ulrich Lange (sous la dir.), *op. cit.*, pp. 484-485.

¹⁴⁰ Chiffre moyen pour le *Reich* donné par Albrecht Ritschl, contribution citée, p. 46.

¹⁴¹ *Ibidem*, p. 47.

¹⁴² *Ibidem*, p. 48.

bordières de la Baltique. Beaucoup de scieries, de tuileries, de brasseries ou de tanneries de Prusse orientale, de Prusse occidentale et de Poméranie doivent diminuer, voire cesser leur activité. Néanmoins, la production de guerre se remet sur pied après un recul à l'automne 1914. Les chantiers navals de Kiel, Lübeck, Rostock, Stettin, Danzig, Elbing et Königsberg recommencent à produire pour la marine de guerre, en particulier des sous-marins. Ils contribuent également à la réparation de vaisseaux touchés lors des combats. Leurs effectifs ont tendance à augmenter, comme *Kaiserliche Werft Danzig* qui emploie plus de 7 000 personnes à la fin de la guerre¹⁴³. L'industrie métallurgique et mécanique se reconvertit également dans la fabrication de divers matériels destinés à l'armée. Par exemple, les *Komnickwerke* d'Elbing fabriquent désormais des véhicules motorisés de transport pour l'armée plutôt que des automobiles classiques ou du matériel agricole. L'usine emploie pour ce faire près de 3 000 personnes dont 800 prisonniers de guerre français, belges ou russes¹⁴⁴. Les firmes textiles et les usines de chaussures les plus importantes cherchent aussi à gagner des contrats militaires, seule façon de pouvoir se procurer des matières premières et de la main-d'œuvre qualifiée. Cette mobilisation fait reculer le chômage qui menaçait à l'automne 1914 et était monté à plus de 7 % de la population active dans l'ensemble du *Reich*. En moyenne, il retombe à 3,3 %¹⁴⁵. Il reste néanmoins à un niveau supérieur dans les cantons ou les villes qui ont eu du mal à se reconvertir dans l'industrie de guerre. Mais l'effort de guerre n'atteint pas encore le degré de 1916-1918. On estime d'ailleurs qu'il reste assez inférieur en Allemagne à ce qu'il est par exemple dans le Royaume-Uni¹⁴⁶. En outre, malgré l'allongement des journées de travail, le pouvoir d'achat des ouvriers d'industrie ne progresse que très médiocrement, voire régresse (sauf certains secteurs ayant besoin de main-d'œuvre ou cherchant à la conserver). De plus, l'approvisionnement, sans être encore catastrophique comme en 1916-1917, a tendance à devenir plus difficile et surtout plus cher. Enfin, la situation financière est délicate. Le mark perd de sa valeur dans les transactions internationales et le stock d'or diminue. L'État, les *Länder* et les communes s'endettent lourdement car ils hésitent à taxer davantage leurs populations respectives. Le principal pays belligérant de la zone baltique est donc dans une situation plutôt précaire sur le plan économique et social.

L'empire russe est lui aussi dans une situation périlleuse. D'après Peter Gatrell, son produit national aurait légèrement progressé durant la première année de

¹⁴³ « Kaiserliche Werft Danzig », Wikipedia en allemand.

¹⁴⁴ http://www.aefl.de/ordld/Komnick/Neu171204/01/komnick_1.htm.

¹⁴⁵ B.R. Mitchell, *op. cit.*, p. 172.

¹⁴⁶ Albrecht Ritschl, contribution citée, p. 45. Selon cet auteur, environ 40 % de la richesse annuelle est mobilisée dans le *Reich* pour l'effort de guerre contre 50 à 60 % en Angleterre.

guerre¹⁴⁷. Mais cet auteur n'explique pas son mode de calcul et il est donc plus probable de considérer, avec Prokopovitch, qu'il a déjà commencé à régresser, comme semblent l'indiquer la perte des territoires désormais administrés par l'*Oberost*, la désorganisation des transports et les difficultés de l'agriculture. Les problèmes sont particulièrement accentués en Livonie et en Estlandie, accablées par le poids de centaines de milliers de réfugiés et privées d'une partie de leurs débouchés commerciaux et de leur approvisionnement en matières premières. L'activité portuaire habituelle s'est en bonne partie effondrée et la flotte allemande est capable désormais de venir bombarder les côtes baltes jusqu'à Haapsalu. Le recul du front entre février et août 1915 a révélé également les graves lacunes de la production de guerre. La production d'obus et de fusils est anormalement basse en raison de l'impéritie du ministère de la Guerre qui fait appel à des fournisseurs étrangers trop chers et incapables de tenir leurs promesses. En outre, la *Stavka* est incapable d'établir sérieusement les besoins de l'artillerie et a une tendance néfaste à privilégier l'armement des forteresses au détriment des unités combattantes mobiles¹⁴⁸. Enfin, le chaos régnant sur le réseau ferré et routier ralentit fortement l'approvisionnement du front. À Mourmansk et Arkhangelsk, des montagnes de marchandises s'entassent qu'on ne peut acheminer suffisamment vite vers le sud¹⁴⁹. Il faut attendre septembre 1915 pour que la production russe d'obus et de fusil parvienne à suivre un rythme de production à peu près adapté aux besoins des militaires. Ce retard est le signe d'une économie peinant à répondre aux impératifs de la guerre moderne. La part des investissements productifs dans le PIB a reculé en deux ans et la consommation des ménages urbains subit un recul sensible en 1915¹⁵⁰. En raison de prix qu'ils jugent trop bas, de nombreux paysans ont tendance à stocker leur grain, ce qui ralentit l'approvisionnement des villes. Quant à l'État, il est dans une situation budgétaire délicate : il a abandonné son fructueux monopole sur les spiritueux, emprunte excessivement à l'étranger et lance sur le marché un flot de roubles papier qui favorise l'inflation et renchérit les achats à l'extérieur¹⁵¹. Tous ces handicaps sont lourds à surmonter. Néanmoins, l'effort de guerre, aussi pagailleux qu'il soit, n'est pas négligeable. Les gros centres industriels comme Saint-Pétersbourg, Riga, Tallinn ou Narva se mobilisent pour la production de guerre. Un gros industriel comme Poutilov embauche autant qu'il peut pour faire face aux commandes de l'armée : ses usines de la capitale tournent à plein régime avec une

¹⁴⁷ Peter Gatrell, contribution citée, p. 240.

¹⁴⁸ Norman Stone, *op. cit.*, pp. 144-149.

¹⁴⁹ *Ibidem*, pp. 156-157.

¹⁵⁰ Peter Gatrell, contribution citée, p. 244.

¹⁵¹ *Ibidem*, pp. 245-247.

main-d'œuvre puisée parmi les nombreux réfugiés ou les campagnards non mobilisés désireux de tenter leur chance en ville. Tallinn, la capitale de l'Estonie, voit sa population fortement augmenter en raison du développement de l'industrie de guerre. Le nombre d'ouvriers d'usine passe ainsi de 18 600 en 1914 à plus de 30 000 en 1917. Ils travaillent généralement dans de grosses unités de production puisque 23 000 d'entre eux sont employés dans des entreprises de plus de 1 000 personnes. La grande usine Dvigatjel s'étend sur plus de 80 hectares et se spécialise dans la fabrication de produits métallurgiques pour l'armée. Les chantiers navals Boecker de Libau sont transférés dès le début 1915 dans la capitale estonienne et fournissent désormais la marine de guerre, à l'instar de ceux déjà installés dans la ville par le groupe français Schneider ou la firme Noblessner. La Manufacture de coton de la Baltique se convertit quant à elle dans la fabrication de vêtements militaires. Beaucoup de ces nouveaux ouvriers viennent de Lettonie (réfugiés) ou de Russie, ce qui explique la baisse relative du nombre d'Estoniens de souche dans la ville¹⁵². L'installation dans la ville de 30 000 soldats de terre et 20 000 marins favorise par ailleurs le commerce local tandis que les travaux de fortification offrent du travail à des milliers de journaliers et ouvriers du bâtiment. Cette croissance n'est toutefois pas idéale. Comme dans de nombreux autres centres industriels, il a fallu remplacer des ouvriers qualifiés mobilisés par des hommes et des femmes jeunes et sans expérience. De ce fait, fin 1915, seule la moitié des ouvriers de la ville est constituée d'adultes de sexe masculin¹⁵³. Ce développement intense des métropoles industrielles n'est cependant pas généralisable à toutes les villes. Ainsi, à Pernau, le bombardement de la ville par la marine du *Reich* aboutit à l'incendie volontaire de l'immense papeterie Waldhof dont les propriétaires sont précisément d'origine allemande. Du coup, des milliers d'employés se retrouvent à la rue. Une partie d'entre eux trouve cependant du travail sur les chantiers voisins de fortification des côtes et des ports. De fait, le chômage urbain recule durant l'année 1915 dans les provinces baltes malgré l'afflux de réfugiés. On est même dans certains cas en situation de sous-effectif. Par contre, le pouvoir d'achat est en berne et le ravitaillement devient plus problématique, pour le plus grand profit du marché noir¹⁵⁴.

Le Grand-Duché de Finlande connaît durant les premiers mois de 1915 une situation intermédiaire entre celle de la Russie du nord-ouest et des États scandinaves voisins. Son économie est handicapée par la perte de ses liaisons avec le *Reich*, ennemi de l'empire auquel elle appartient, et avec le Royaume-Uni vers lequel il lui

¹⁵² Raimo Pulmat, *Brief History of Tallinn*, Tallinn, Estopol, 4^{ème} édition 2003, pp. 127-128.

¹⁵³ Seppo Zetterberg, *Viron historia (Histoire de l'Estonie)*, Helsinki, Tammi, 2007, pp. 487-488.

¹⁵⁴ Mirko Harjula, *op. cit.*, p. 25.

est impossible de commercer du fait du blocus imposé par la flotte allemande de la Baltique¹⁵⁵. Mais très rapidement, les commandes militaires russes permettent à ses industries métallurgiques, textiles et du cuir de retrouver des marchés assez lucratifs¹⁵⁶. La présence de plus de 100 000 hommes de troupe et de nombreux marins donne un élan au commerce et aux transports. La demande russe en chevaux et en beurre est favorable à l'agriculture et les paysans propriétaires profitent du haut niveau des prix malgré l'augmentation des salaires des ouvriers agricoles. Les travaux de fortification entamés tout autour des côtes (l'on craint un débarquement allemand) fournissent de l'ouvrage à des milliers de manœuvres et d'ouvriers des travaux publics. Quant au secteur du papier, très important pour le pays, il connaît un important développement lié à une forte demande russe¹⁵⁷. Le chômage baisse donc très rapidement, au point que dans certains endroits on est au bord de la pénurie de main-d'œuvre, en particulier dans les provinces du sud. Néanmoins, des poches non négligeables de sous-emploi demeurent dans l'intérieur du pays à cause de l'arrêt de nombreuses scieries et entreprises peu liées aux marchés militaires. Cela provoque d'importantes migrations du Nord vers le Sud, des campagnes vers les villes, d'un secteur industriel à l'autre et d'une commune à l'autre¹⁵⁸. Cette conjoncture générale favorise les augmentations salariales car chaque secteur cherche à s'attirer ou à retenir des travailleurs. Les mieux lotis de ce point de vue sont les ouvriers agricoles qui profitent de l'augmentation des profits agricoles et de la concurrence accrue entre secteurs sur le marché de l'emploi, mais aussi les manœuvres employés sur les chantiers de coupe de bûches, dans les transports et les travaux de fortification¹⁵⁹. Mais une bonne partie de ces augmentations sont mangées par la hausse continue des prix. Celle-ci reste encore supportable en 1915, mais elle ne laisse pas d'inquiéter. Ce sont surtout les prix des produits importés (environ un tiers de la consommation) qui s'envolent, en particulier ceux du café ou du sucre, du charbon, du ciment, des engrais et des alcools. Une partie des acheteurs s'en détournent en réalisant des économies forcées. Si le prix des loyers a tendance à stagner car ils sont contrôlés, celui du chauffage explose en raison d'exportation massive de bûches vers la Russie¹⁶⁰. L'approvisionnement en grain n'est pas encore insuffisant en 1915 : certes, le blé allemand n'arrive plus, mais l'agriculture russe est

¹⁵⁵ B. R. Mitchell, *op. cit.*, p. 655.

¹⁵⁶ Pertti Haapala, *op. cit.*, pp. 158-159.

¹⁵⁷ Markku Kuisma, *Sodasta itsenäisen Suomen synty Sarajevon laukauksista Tarton rauhaan 1914-1920 (La guerre et la naissance de la Finlande indépendante de l'attentat de Sarajevo à la paix de Tartu)*, Helsinki/Porvoo, WSOY, 2010, pp. 29 sq.

¹⁵⁸ Pertti Haapala, *op. cit.*, p. 196.

¹⁵⁹ *Ibidem*, pp. 186-187.

¹⁶⁰ *Ibidem*, pp. 188-189.

en mesure de combler ce déficit. Cependant, les limitations d'achat sur le marché de Saint-Petersbourg ainsi que les perturbations dans les transports créent des dysfonctionnements et font monter les prix¹⁶¹. Les journaux sociaux-démocrates s'empressent de dénoncer la vie chère et les pénuries qui menacent. Il est vrai que la vie quotidienne des classes pauvres et moyennes urbaines est devenue plus compliquée. Elle n'atteint pourtant pas encore le point de non retour. La dégradation du rouble papier qui se déverse sur le pays en raison de la présence de nombreux militaires russes n'est pas non plus devenue trop problématique, pas plus que l'endettement croissant des communes et de l'État autonome. En fait, c'est en 1917 qu'exploseront toutes ces bombes à retardement. Pour le moment, les contemporains sont surtout indignés par les profits croissants des spéculateurs et des grandes firmes qui tranchent avec le sort morose de la majorité.

En somme, les 8 premiers mois de 1915 ne sont pas les pires sur les bords de la Baltique. Ils sont bien meilleurs que les quatre derniers de 1914, à l'exception notable cependant des zones ravagées par la guerre et l'exode. Il ne faudrait toutefois pas les idéaliser en parlant de « prospérité » ou de « haute conjoncture ». En réalité, la majorité des populations vit dans la gêne et dans la crainte. Il serait naïf de l'oublier.

L'inégale mise en place des économies de guerre

L'adaptation des économies à la situation nouvelle donne lieu rapidement à un certain nombre de mesures spéciales inspirées par les gouvernements et les administrations. Paradoxalement cependant, ce n'est pas toujours dans les pays belligérants qu'elles sont les plus précoces et les plus spectaculaires.

Les gouvernements de centre gauche au Danemark (dirigé par le radical Carl Theodor Zahle) et libéral en Norvège (Gunnar Knudsen) souhaitent vivement maintenir la paix sociale. Aussi s'empressent-ils de ne pas laisser dégénérer la situation économique. En Norvège, la semaine de panique d'août 1914 entraîne des mesures assez rapides de contrôle des prix et la création d'un comité de rationnement. Des subventions non négligeables sont accordées aux caisses de chômage. En même temps, pour éviter la fuite de l'or, la convertibilité des billets est suspendue dès le début du conflit¹⁶². Ces mesures assez énergiques sont plutôt bien appréciées de la population et l'aile la plus modérée du travaillisme ne dédaigne pas de participer à une sorte d'union sacrée. Cela dit, il n'y a pas de politique directement interventionniste sur le plan industriel et agricole, ni d'obstacle important mis à la spéculation et à la fuite des capitaux. Knudsen, soutenu par une solide majorité, répugne à mettre en coupe réglée l'économie et pense qu'une politique de soutien au

¹⁶¹ *Ibidem*, pp. 204-205.

¹⁶² David Philip, *op. cit.*, p. 201.

grand commerce maritime assortie de négociations avec le Royaume-Uni et éventuellement l'Allemagne suffiront pour affronter la difficulté des temps. Au Danemark, Zahle est sur une ligne analogue en matière économique et sociale. Il y ajoute une dose de réformisme politique avec l'adoption en 1915 du suffrage universel pour les élections générales. Il consolide ainsi son alliance tacite avec la social-démocratie très modérée de Stauning. Bien que la situation ne soit pas idéale, ses compatriotes lui sont reconnaissants pour la diplomatie habile de son ministre des Affaires étrangères Scavenius qui louvoie entre Londres et Berlin et permet aux exportateurs comme aux transporteurs de réaliser d'importants profits.

Le gouvernement conservateur et plutôt autoritaire de Hjalmar Hammarskjöld ne jouit pas en Suède du même consensus car il n'a pas de majorité parlementaire. Il compte surtout sur l'appui des milieux de cour, de la paysannerie propriétaire et des syndicats patronaux avec lesquels il négocie une très relative modération des prix. Il faudrait cependant se garder de penser que le gouvernement Hammarskjöld ne fait rien dans le domaine économique et social. Il est même précocement actif. Dès le 1^{er} août, il anticipe les problèmes d'approvisionnement et interdit l'exportation de céréales, de charbon et de matériel de guerre. Le 3, il interdit provisoirement l'exportation de viande et de bétail (mesure sur laquelle il revient plus tard). Mais la mesure la plus importante consiste dès le 10 août 1914 dans la création de plusieurs commissions d'État pour l'industrie, le chômage et le ravitaillement par exemple. Le 15 août, l'État reçoit le droit de réquisitionner et le 17 août est mise en place la Commission des assurances de guerre pour la navigation (*Krigsförsäkringskommission*)¹⁶³. On peut parler ici d'un interventionnisme d'État, même s'il reste limité dans ses principes. Au demeurant, les commissions créées en 1914 se montrent désireuses d'exercer leurs prérogatives, fût-ce contre l'avis du gouvernement. Ainsi, celle du ravitaillement se bat au printemps 1915 en faveur d'une nouvelle interdiction de l'exportation de viande (destinée pour l'essentiel à l'Allemagne par la voie maritime Trelleborg-Sassnitz) et préconise l'achat des surplus par l'État et les communes¹⁶⁴.

Le cas allemand est plus complexe qu'on ne le pense généralement. Trop souvent, le regard est faussé par le tournant de la fin 1916 où les militaires tentent d'établir une sorte d'économie de guerre centralement dirigée. En fait, dans cet État fédéral où les *Länder* comme les municipalités jouissent d'importantes prérogatives, le gouvernement central se montre assez timide au début car il veut préserver l'unité laborieusement acquise. Certes, la loi du 4 août 1914 permet en principe au *Bundesrat* de prendre par voie d'ordonnance les mesures économiques qu'il juge nécessaires,

¹⁶³ Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, op. cit., p. 63.

¹⁶⁴ *Ibidem*, pp. 173-175.

mais dans les faits il se garde bien de l'utiliser durant les premiers mois. La première ordonnance établissant la réquisition et l'administration forcée de la production de céréales date en réalité du 25 janvier 1915, soit six mois après le début du conflit. On crée pour l'occasion la première *Kriegsgesellschaft*, la Société de guerre pour les céréales à la tête de laquelle on place le futur chancelier Georg Michaelis qui s'acquitte de sa tâche avec une certaine efficacité. Dans les mois suivants, le système des sociétés de guerre se répand vers d'autres domaines. Juridiquement, il s'agit de « sociétés à responsabilité limitée dont le *Reich*, les *Länder*, les communes et les producteurs se partagent le capital ». Leur but est de contrôler les circuits de distribution des producteurs aux détaillants. Le 22 mai 1915, elles sont coiffées par le fameux *Kriegsernährungsamt*, c'est-à-dire l'Office du ravitaillement en temps de guerre. Comme le souligne Pierre Jardin, la gestion des *Kriegsgesellschaften* dépend des généraux commandants des régions militaires qui ne rendent compte qu'au souverain lui-même et disposent de grands pouvoirs sur le terrain. Ils développent dès les premiers mois une importante administration *ad hoc* qui outre les problèmes de censure et de surveillance, gèrent la répartition des denrées et la production locale de guerre. À partir du milieu de l'année 1915, se développe toute une organisation de gestion et de répartition des matières premières. Rathenau et son adjoint Moellendorff la mettent alors sous la coupe d'une section du ministère de la Guerre, celle dite des matières premières. Rathenau voit en elle une forme de socialisme d'État. L'épithète est très excessive, mais elle soulève de vives inquiétudes non seulement dans les *Länder* non prussiens qui accusent Berlin de centralisme niveleur, mais aussi parmi le patronat des PME qui voit dans ce système un moyen de renforcer la domination des grandes entreprises prussiennes¹⁶⁵. Dans les faits, il est exact que l'organisation mise en place par Rathenau favorise les gros producteurs de l'armement. Mais il serait très exagéré de penser que cette collusion est considérée comme durable et surtout qu'elle serait l'antichambre de je ne sais quel « socialisme »¹⁶⁶. C'est la pénurie naissante de matières premières qui défavorise les PME et les industries travaillant pour le civil beaucoup plus qu'une volonté politique de les écarter au profit d'un capitalisme d'État (terme plus exact que celui employé par Rathenau qui n'est d'ailleurs pas un expert en socialisme !). L'État central n'a nullement l'intention de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production. Par crainte de mécontenter les possédants, il renâcle devant toute augmentation importante d'impôts, préférant

¹⁶⁵ Pierre Jardin, *op. cit.*, pp. 71-74.

¹⁶⁶ Cette théorie est surtout défendue par le groupe d'anciens marxistes de gauche qui, autour de Lensch, Cünow et Haenisch, sont en pleine dérive vers un impérialisme chauvin de moins en moins socialiste et de mieux en mieux financé par l'ancien social-démocrate russe Helphand (alias Parvus).

recourir à des emprunts massifs¹⁶⁷ dont l'une des caractéristiques est de bien servir en intérêts les gens ayant les moyens d'y souscrire...

Dans la partie baltique de l'Empire russe, règne, durant cette première année de guerre, une désorganisation relative. Elle est moins due au refus des autorités tsaristes d'intervenir dans la gestion économique du conflit qu'à l'incapacité de l'administration traditionnelle de réguler des problèmes qui la dépassent. En raison de son refus obtus de laisser trop de latitude d'action à ses propres ressortissants, elle ne parvient pas à créer les synergies nécessaires, ce dont se plaignent de grands patrons comme Poutilov et Riabouchinski¹⁶⁸, mais aussi les classes moyennes restées très patriotes. Le ministère de la Guerre, dirigé par le général Soukhomlinov, va d'échec en échec. Les autorités militaires et l'État ne savent pas gérer en outre l'énorme afflux de réfugiés qu'ils ont eux-mêmes provoqué. Les représentants des puissances alliées sont extrêmement inquiets. Maurice Paléologue souligne en avril 1915 dans son journal la désorganisation de la production de guerre¹⁶⁹. Il s'émeut de la dégradation de l'état d'esprit de la population et des troubles qui peuvent en résulter¹⁷⁰. C'est pourtant de très mauvaise grâce que le pouvoir tsariste accepte la formation en juin 1915 du Comité central des industries de guerre, présidé par le chef des octobristes, Goutchkov, et qui regroupe des délégués de l'industrie et du commerce, intéressés par la production de guerre. En août 1915, le gouvernement, sous la pression de la Douma, crée des organismes techniques supplémentaires : un Conseil de la Défense et d'autres pour les transports, le ravitaillement, les combustibles et les réfugiés. Mais il est bien tard et leurs méthodes ne renouvellent pas celles de la machine bureaucratique. Ce sont donc les forces vives du pays qui cherchent à dépasser cette situation en inventant elles-mêmes des structures destinées à mettre fin au chaos. En juillet 1915, l'Union des zemtsvos et des villes fonde le *Zemgor* qui veut centraliser les fournitures aux armées et aider les PME à accéder aux marchés militaires. Les nationalistes baltes tentent de prendre en charge la question de leurs réfugiés. Le Bureau central letton de Petrograd se charge de créer des lieux de rassemblement (plusieurs dizaines au total) pour distribuer des secours et orienter les familles vers des lieux susceptibles de fournir de l'emploi. Un peu plus tard est mis en place un Comité central letton de secours aux réfugiés dirigé par le pasteur V. Olav, J. Chatske et A. Berg et regroupant 83 associations¹⁷¹. Les

¹⁶⁷ Hew Strachan, *op. cit.*, p. 100.

¹⁶⁸ Archives de la révolution et de la politique extérieure. Dossier du département de la police. Rôle spécial n°343, t. 1, 1915, f. 235.

¹⁶⁹ Maurice Paléologue, *op. cit.*, t. 1, pp. 341-346.

¹⁷⁰ *Ibidem*, t. 2, 3 juillet 1915, p. 17.

¹⁷¹ Andrejs Plakans, *The Latvians. A Short History*, Stanford, Hoover Institution Press, 1995, p. 115.

Lituanien de Saint-Petersbourg fondent aussi en 1915 un organisme du même ordre, placé sous la direction de M. Ycas¹⁷². Les Estoniens ne sont pas en reste : Jaan Tõnisson établit à Dorpat (Tartu) le Comité provisoire de la Baltique du Nord pour l'aide aux réfugiés et autres victimes de guerre¹⁷³. Pour faire face aux pénuries naissantes, les consommateurs se regroupent dans un vaste réseau de coopératives qui atteindra en 1917 10 millions de membres¹⁷⁴.

L'État autonome finlandais a une marge de manœuvre un peu plus grande et une tradition interventionniste mieux établie. Dès les débuts de la guerre, il essaie de lutter contre le chômage en organisant des grands travaux et en aidant les communes à en lancer¹⁷⁵. De même, dès la fin 1914, il essaie de centraliser la gestion de l'approvisionnement en grain par le biais d'un Comité central finlandais pour l'organisation de l'importation de denrées depuis l'empire qui devient en 1915 l'Office finlandais des importations de denrées qui monopolise le commerce du grain¹⁷⁶. La mobilisation industrielle s'esquisse au printemps 1915 avec l'Union de l'industrie finlandaise pour les fournitures à l'armée qui associe des représentants de l'administration et des milieux patronaux. Cet organisme fonctionne de manière assez efficace : la production de guerre augmente et la productivité s'améliore¹⁷⁷. Les réquisitions en faveur de l'armée fonctionnent assez bien, mais elles ont aussi pour effet de faire monter les prix, l'armée russe étant assez dispendieuse. Pour ce qui est d'ailleurs du contrôle des prix, assuré essentiellement par les autorités russes, il reste peu efficient. Dès le 14 août 1914, le Général Gouverneur ordonne un maximum sur les prix. Dans les semaines qui suivent, les gouverneurs de département établissent des registres des biens de consommation soumis à une vente réglementée. Mais les maxima diffèrent d'un département à l'autre et les municipalités ont peu de moyens pour faire appliquer la loi. Le marché noir et la spéculation sévissent : quand les prix sont fixés en dessous des cours, les produits disparaissent du marché officiel. On essaie de rationaliser le système en 1915, mais sans résultats probants¹⁷⁸. La politique monétaire est également problématique. La Banque de Finlande ne suspend l'échange de billets qu'en novembre 1914. Elle perd ainsi quelques réserves. Mais c'est surtout l'afflux de roubles papier qui risque de poser à terme des problèmes, car la Banque de Finlande est tenue de les acheter à un cours supérieur à leur valeur sur

¹⁷² Georg von Rauch, *op. cit.*, p. 26.

¹⁷³ Erkki Tuomioja, *op. cit.*, pp. 112-113.

¹⁷⁴ Marc Ferro, *op. cit.*, p. 213.

¹⁷⁵ Pertti Haapala, *op. cit.*, p. 196.

¹⁷⁶ *Ibidem*, p. 205.

¹⁷⁷ *Ibidem*, pp. 163-164.

¹⁷⁸ Maurice Carrez, *La classe ouvrière finlandaise entre 1880 et 1920. Approche matérielle d'un concept*, thèse, Université de Paris VII, 1987, t. 2, pp. 658-659.

les marchés internationaux. Cela dit, jusqu'à l'automne 1915, il n'y a pas d'incidence excessive sur les prix, ni danger de banqueroute¹⁷⁹.

Au total donc, la première année de guerre voit les États intervenir davantage dans la vie économique et sociale, mais de façon encore limitée et surtout assez hétérogène d'un pays à l'autre. L'Empire russe reste en retard, bien que l'État autonome finlandais conserve une certaine efficience dans ce domaine. Les États scandinaves sont modérément interventionnistes, mais obtiennent des résultats convenables. L'État impérial allemand, quant à lui, attend 1915 pour expérimenter un système dirigiste qui est loin de faire l'unanimité.

Mais cette reconversion laborieuse des économies en temps de guerre pose naturellement la question de la réaction des peuples aux sacrifices qu'on leur propose. Sont-ils en somme aussi malléables que ne l'a laissé penser la mobilisation plutôt réussie de 1914 ?

Des populations moins dociles qu'escompté ?

La montée des nationalismes de contestation

Il n'est pas étonnant que la Russie tsariste ait été le théâtre des premières velléités d'indépendance des nationalités allogènes. Cela tient au fait que le régime en place était fondamentalement hostile à l'autonomie de ces dernières et prenait depuis des décennies des mesures favorables à la centralisation administrative. Cette politique dite de russification reçoit à l'automne 1914 une nouvelle impulsion : les mesures d'expulsion ou d'emprisonnement prises dans les provinces baltes à l'encontre des germanophones au début du conflit renforcent l'orientation panslaviste, de même que la signature par Nicolas II en septembre 1914 d'un nouveau programme de soumission des administrations et ministères finlandais à leurs homologues impériaux ; il est même envisagé, dans la droite ligne du rapport Korevo de mai 1914, de supprimer dans les faits la nationalité finlandaise¹⁸⁰. La seule entorse à cet autoritarisme centralisateur est la vague promesse faite aux Polonais de leur accorder à nouveau l'autonomie, dans le but évident de galvaniser leur ardeur au combat.

Le Grand-Duché de Finlande est le cas le mieux connu en matière de dissidence. Durant l'automne 1914, ni le ralliement des principaux partis bourgeois et du patronat à la défense de l'empire, ni la grande prudence de la direction du Parti social-démocrate finlandais ne peuvent occulter le sentiment d'indignation que suscite la tentative ouverte de russification tentée par les milieux panslavistes. En

¹⁷⁹ Pertti Haapala, *op. cit.*, pp. 171-176.

¹⁸⁰ Kari O. Virtanen, *Abdustettu kansakunta 1890-1987*, Porvoo/Helsinki, WSOY, 1974, p. 353.

dépît de la censure, celle-ci est critiquée par la presse de façon plus ou moins ouverte, ce qui donne lieu à des amendes ou au remplacement par des blancs des articles jugés trop hardis. Des voix dissidentes se font au demeurant entendre dès le mois de septembre 1914. C'est le cas d'Yrjö Mäkelin, dirigeant social-démocrate connu et directeur du journal d'Oulu, *La Volonté du Peuple*¹⁸¹. Bien que soucieux d'éviter la cessation de parution, il n'hésite pas à se moquer du « patriotisme » belliciste de ses adversaires politiques et à trouver des excuses à la position allemande. Il souligne aussi le caractère féodal du régime russe qu'il oppose au dynamisme économique du *Reich*, facteur selon lui décisif pour l'issue du conflit¹⁸². Il estime ouvertement que la guerre annonce des temps nouveaux et qu'il faut renforcer l'action organisée du prolétariat¹⁸³. Le ton du journal étant jugé trop germanophile et impertinent, ses locaux sont fermés par la police le 22 septembre 1914. Son camarade de parti, Karl Wiik, ne remet pas en cause la ligne de prudence adoptée au début de la guerre. Mais il n'hésite pas à faire paraître dans le mensuel socialiste suédois *Till Storms (Vers la révolution)* un article dans lequel il fait une critique en règle de la Deuxième internationale et des partis socialistes qui ont trop cru aux résultats de l'action parlementaire, se sont bureaucratisés et ont encouragé le patriotisme¹⁸⁴. Cette manifestation d'internationalisme n'est pas en symbiose avec l'air du temps... Les activistes « bourgeois » finlandais sont également consternés par le ralliement d'une majorité à la cause russe. Ils enragent de voir des jeunes gens rejoindre volontairement l'armée russe et des jeunes filles se rendre aux bals des officiers du tsar. Konni Zilliacus, de sa propre initiative, prend langue avec les Allemands dès le 4 août 1914 afin d'établir sur place un centre de propagande antirusse¹⁸⁵. Courant septembre 1914, une réunion clandestine d'étudiants « patriotes » décide d'envoyer deux émissaires à Stockholm pour demander une formation militaire aux autorités suédoises qu'ils imaginent proches de se rallier à l'Allemagne ; ils ne sont guère pris au sérieux par leurs interlocuteurs qui leur confient pour le retour quelques manuels d'instruction¹⁸⁶ ! L'expulsion et le nouveau départ pour l'exil de Per Svinhufvud, ancien président du Parlement, en novembre

¹⁸¹ Jouko Heikkilä, *op. cit.*, pp. 319-322 ; Tauno Saarela, *Kansan Tahto : Pohjolan työväestöjen lehti*, Jyväskylä, Gummerus, 2006, pp. 82-83.

¹⁸² « Sodan syyt » (Les causes de la guerre), *Kansan Tahto (La Volonté du Peuple)*, 3 septembre 1914.

¹⁸³ « Sota-aika ja työväen järjestöt » (Le temps de guerre et les organisations ouvrières), *ibidem*, 2 septembre 1914.

¹⁸⁴ « Vem skall bygga den nya Internationalen ? » (Qui doit reconstruire la nouvelle Internationale ?), *Till Storms (Vers la révolution)*, numéro de décembre 1914.

¹⁸⁵ Kari O. Virtanen, *op. cit.*, p. 367.

¹⁸⁶ *Ibidem*, pp. 363-364 ; Matti Klinge, *Ylioppilaskunnan historia (Histoire de la communauté étudiante)*, tome III, Porvoo/Helsinki, WSOY, 1968.

1914 fait cependant monter d'un cran la tension dans les milieux étudiants et activistes qui recrutent de nouveaux adeptes. Cette agitation, bien que très minoritaire et encore discrète, n'échappe pas aux responsables allemands qui réfléchissent déjà depuis quelques années au scénario d'un débarquement en Finlande appuyé sur un soulèvement d'une partie de la population. Fin 1914, des agents du *Reich* prennent contact avec le député jeune-finnois Jonas Castrén qui passe ses vacances dans le Tyrol et se trouve bloqué momentanément sur place. On lui fait rencontrer l'ancien ambassadeur allemand à Paris, Wilhelm von Schoen, dans un restaurant munichois. Parti pour Stockholm, Castrén y rencontre peu après Zilliacus ; les deux hommes en profitent pour organiser un entretien entre un ancien haut fonctionnaire du ministère de Finlande à Saint-Pétersbourg, Adolf Törngren, et l'ambassadeur du *Reich* en Suède, Franz von Reichenau, l'un de ceux qui souhaite voir son pays utiliser à son profit les activistes finlandais. Les deux interlocuteurs évoquent alors la possibilité d'impliquer dans leur action les sociaux-démocrates favorables à la ligne Mäkelin parce qu'ils semblent avoir le vent en poupe. À peu près vers cette époque, un autre chef activiste, Hermann Gummerus, en provenance de Rome, rejoint le centre de Stockholm. Il est désigné pour rencontrer Mäkelin à Oulu. L'entrevue est plutôt cordiale et débouche sur un projet de réunion entre sociaux-démocrates allemands et finlandais à Malmö ; mais celui-ci échoue, faute de volonté partagée. Courant novembre, un certain nombre de Finlandais installés en Allemagne se regroupent dans un Comité d'aide à la Finlande, dirigé par l'ambitieux Fredrik Westerhoff. Ce dernier propose aux autorités militaires et diplomatiques du *Reich* de créer dans le Grand-Duché un réseau de combattants. Il accepte de travailler avec les activistes, Gummerus devant servir d'intermédiaire. Sur ces entrefaites, en décembre, une deuxième délégation étudiante, cette fois-ci plus nombreuse et plus crédible parce qu'émanant d'un mouvement clandestin structuré à Helsinki et en Ostrobotnie, se rend à Stockholm où elle réussit à convaincre les activistes de les aider dans leurs démarches pour obtenir de l'Allemagne un centre d'instruction militaire pour 150 d'entre eux. L'impulsion est donnée. Le 26 janvier 1915, à Berlin, des responsables militaires et diplomatiques allemands acceptent le principe d'une formation militaire de trois semaines, à condition qu'elle s'adresse à des jeunes gens « bien éduqués »¹⁸⁷. Le ministère de la Guerre consent à ce projet minimaliste et en février 63 jeunes finlandais sont accueillis à Lockstedt près de Hambourg par des instructeurs allemands. Un million de marks sont également débloqués par le ministère des Finances du *Reich* en faveur de la rébellion finlandaise. Au départ, le petit contingent de volontaires est destiné à devenir éclaireurs dans l'armée allemande pour servir plus tard de poissons pilotes en cas de débarquement en

¹⁸⁷ Kari O. Virtanen, *op. cit.*, pp. 363-376.

Finlande. Un centre d'engagement secret est établi à Helsinki ainsi qu'un centre d'étape à la frontière nord avec la Suède¹⁸⁸. Le succès relatif des engagements (environ 800 hommes fin 1915) incite la *Reichswehr* à élargir son aide. Dès septembre 1915, elle ne forme plus de simples éclaireurs en quelques semaines, mais crée un bataillon de chasseurs (en allemand *Jäger*, en finnois *Jääkärit*) dont la formation dure plusieurs mois. L'étude récente de Matti Lackman montre que les volontaires sont loin d'être seulement d'origine bourgeoise et nationaliste activiste. Les étudiants sont certes 17 %, mais les simples ouvriers sont 30 % et les paysans 14 %. Par contre, il est symptomatique que la majorité soit constituée de personnes originaires d'Ostrobotnie (41 %), d'Uusimaa (15 %) et de Carélie (12 %), les autres provinces s'avérant moins intéressées. L'origine assez populaire de cette troupe dissidente provient du fait que les militants sociaux-démocrates y sont très nombreux, en particulier parmi les Ostrobotniens¹⁸⁹. Le départ de ces militants, souvent dirigeants de Maisons de Peuple, pose d'ailleurs un problème à la direction du parti qui souhaite conserver des forces dans cette partie du pays. Elle doit envoyer sur place le secrétaire général de l'organisation depuis Helsinki pour essayer de mettre un terme à cette hémorragie qui énerve une partie des adhérents locaux, peu soucieux de collaborer à une entreprise qui est plus nationaliste que socialiste¹⁹⁰. En réalité, les dirigeants socialistes sont partagés entre leur désir de ne pas provoquer l'interdiction de leurs organisations et leur volonté de lutter contre l'oppression tsariste. Une majorité compte d'abord sur une révolution en Russie pour poser le problème de l'autonomie élargie ou de l'indépendance lors des négociations de paix suivant le conflit. Cela explique pourquoi les activistes cherchent à rencontrer des dirigeants

¹⁸⁸ Matti Lackman, *Jääkäreiden tuntematon historia. Suomen vai Saksan puolesta? Jääkäriiliikkeen ja Jääkäripataljona 27:n (1915-1918) syyt, luonne, mielialojen vaihteluita ja sisäisiä kriisejä sekä niiden heijastuksia itsenäisen Suomen ensivuosiin saakka* (L'histoire inconnue des Jäger. Pour l'Allemagne ou pour la Finlande ? Les causes, la nature, les changements d'état d'esprit, les crises internes du mouvement des Jäger et du 27^{ème} Bataillon de chasseurs ainsi que leurs effets jusqu'aux premières années de la Finlande indépendante), Keuruu, Otava, 2000, chap. 1.

¹⁸⁹ Matti Lackman, « Saksassa ja Saksan joukoissa menehtyneet » (« Les pertes militaires en Allemagne et dans les troupes allemandes »), in Lars Westerlund (sous la dir.), *Suomalaiset ensimmäisessä maailmansodassa. Venäjän, Saksan, Ison-Britannian, Ranskan, Australian, Uuden Seelannin, Etälä-Afrikan, Kanadan ja Neuvosto-Venäjä armejoissa vuosina 1914-1922 menehtyneet suomalaiset sekä sotaoloissa surmansa saaneet merimiehet* (Les Finlandais dans la Première Guerre mondiale. Les Finlandais tombés dans les armées russe, allemande, britannique, française, australienne, néo-zélandaise, sud-africaine, canadienne et russo-soviétique dans les années 1914-1922 ainsi que les marins tués durant le conflit), Helsinki, Valtioneuvoston kanslian julkaisusarja, 6/2004, pp. 39-83.

¹⁹⁰ Jouko Heikkilä, *op. cit.*, p. 336.

sociaux-démocrates supposés favorables à leurs thèses¹⁹¹ et pourquoi ces derniers restent généralement prudents (sauf peut-être Mäkelin) sur les chances d'une collaboration concrète. Mais soucieuse de ne pas rester inactive sur ce terrain et consciente des énormes difficultés de l'armée russe sur le front oriental, la direction du SDP se décide en avril-mai 1915 à envoyer un émissaire en Allemagne, via la Suède, pour obtenir en quelque sorte des informations de première main¹⁹². Il s'agit de Karl Wiik dont il est peu probable qu'il ait pu réaliser ce périple de sa seule initiative, comme le suggère Jouko Heikkilä¹⁹³. Durant ce voyage, Wiik rencontre de très nombreux interlocuteurs, qu'ils soient bolcheviks russes (Alexandra Kollontaï), activistes finlandais (Wetterhof), responsables allemands du contre-espionnage, sociaux-démocrates allemands majoritaires et dissidents (Liebknecht) ; au retour, il participe même à une réunion du Comité directeur du parti suédois au cours de laquelle il demande l'aide du SAP en cas de négociations de paix¹⁹⁴. Revenu en Finlande en juillet 1915, il rend compte de l'ensemble de ces discussions aux principaux responsables du SDP. Ces derniers décident, sur la base de son rapport, de suivre une voie moyenne qui consiste à ne pas conclure d'alliance formelle avec les activistes indépendantistes tout en acceptant de laisser aux militants le choix de soutenir certaines de leurs actions, y compris de participer au mouvement *Jäger*. Ils n'écarteront pas l'hypothèse de l'indépendance (à laquelle Karl Liebknecht s'est montrée favorable), mais ne veulent manifestement pas la précipiter ni tomber à cette occasion sous la coupe du *Reich*¹⁹⁵. Fin août, alors que Petrograd bruisse de rumeurs alarmistes sur une victoire allemande et que le régime tsariste est déjà sur la sellette, la direction du SDP envoie une délégation secrète composée de Karl Wiik, Edvard Gylling et Otto Wilhelm Kuusinen dans la capitale de l'empire afin de discuter avec les mencheviks Tchkhéidzé et Sobelev et un représentant de la SFIO française venu en flanc-garde, vraisemblablement Dumas. Ceux-ci demandent aux délégués finlandais s'ils sont prêts à participer à la défense de l'empire en cas de débarquement allemand sur leur sol. La réponse de ces derniers est peu amène : ils estiment que les prolétaires finlandais ne sont pas intéressés par un tel combat et que

¹⁹¹ *Raportit Suomen mielialakehityksestä Suomen avustuskomitealle Berliiniin (Rapports sur l'état d'esprit en Finlande envoyés au Comité d'aide de Berlin)*, Finnisches Unterstützungskomite, correspondance 1914-1915, PK 512/4, Archives de Guerre (*Sodan Arkisto*), Helsinki.

¹⁹² Maurice Carrez, *La fabrique...*, *op. cit.*, p. 454.

¹⁹³ Jouko Heikkilä, *op. cit.*, p. 330.

¹⁹⁴ *Ibidem*, pp. 330-332.

¹⁹⁵ Maurice Carrez, *La fabrique...*, *op. cit.*, p. 455.

la majorité des Finlandais est favorable à une indépendance du pays au terme de la guerre¹⁹⁶.

Du côté des provinces baltes, les événements dramatiques de 1915 relancent aussi l'activité des nationalistes. Les Lituanien sont sans doute les plus mordants. En septembre 1914, lors du Congrès de la Grande Loge russe, des participants lituaniens demandent aux représentants du parti des cadets d'accepter l'autonomie d'une Lituanie comprenant les provinces de Vilnius et Suwalki. La demande, faite au nom du slogan « une Lituanie libre dans une Russie libre » est rejetée, mais elle est symptomatique d'un état d'esprit assez combatif. Dès l'hiver 1914-1915, alors que les combats ont passé la frontière avec l'Allemagne, se mettent en place différents comités d'aide aux victimes de guerre dont le but n'est pas strictement humanitaire, mais également politique. Ils ont des liens avec le Comité des représentants lituaniens à la Douma, installé à Saint-Petersbourg et qui œuvre en faveur de « la défense des Lituaniens au sein de l'empire ». À l'été 1915, lors de l'offensive allemande sur Vilnius, deux associations nationalistes lituaniennes, l'une de gauche et l'autre de droite, se forment sous des prétextes humanitaires qui ne trompent personne. Il s'agit en fait de prendre date dans le cas fort probable d'une conquête par le *Reich*. Les Polonais de la région montent quant à eux un Comité de citoyens qui se donne pour but de réaliser un état autonome polono-lituanien. Mais c'est surtout après l'installation de l'*Oberost* que les nationalistes autochtones restés sur place installent, autour d'Antonas Smetona et Jonas Basanavicius, un Comité politique pour la défense des intérêts lituaniens qui a des liens suivis avec la communauté installée aux États-Unis¹⁹⁷. Il reste pour le moment assez prudent, mais est déterminé à utiliser dès que possible les circonstances en faveur d'une Lituanie indépendante, le comité de Saint-Petersbourg se rangeant plutôt du côté de l'autonomie élargie, de même que les organisations de gauche. Les Lettons sont dans une situation différente, car seule la Courlande est occupée. Dans cette partie du pays, les possibilités d'action sont peu évidentes d'autant qu'une partie des Germano-baltes (minoritaire mais déterminée) vit l'occupation comme une forme de revanche et se montre prête à collaborer. Par contre, côté russe, les comités de réfugiés ont une forte tonalité patriotique quelle que soit leur couleur politique. En outre, à la Douma, les représentants lettons profitent des circonstances de la défaite pour demander aux autorités militaires la création de régiments autochtones pour défendre Riga. Le général Roussky finit par

¹⁹⁶ Archives nationales de Finlande, fonds Wiik (K.H. *Wiikin kokoelma*), carton 26, journal 1915 ; fonds Gylling, *Muistiinpano dispositionia valtiollisista tapahtumista vuosina 1917-1918, joihin olen tavalla tai toisella ottanut osaa* (Notes sur les événements politiques des années 1917-1918 auxquels j'ai pris part d'une manière ou d'une autre).

¹⁹⁷ Suzanne Champonnois & François de Labriolle, *Lituanie...*, *op. cit.*, p. 145.

accepter en août la création de deux régiments de tirailleurs qui deviennent l'embryon d'une sorte d'armée nationale comprenant dès l'année suivante plus de 100 000 hommes¹⁹⁸. Tous ne sont pas des nationalistes au sens politique du terme, mais l'immense majorité éprouve un véritable attachement à la culture et à la terre lettones, ce qui n'est pas sans susciter la suspicion de certains militaires russes. L'année 1915 est également une étape importante pour le mouvement nationaliste estonien. Les milieux nationalistes de Tallinn (autour de Konstantin Päts et Jüri Vilms) et de Tartu (autour de Jaan Tõnisson) s'emparent eux aussi de la question des réfugiés pour justifier leur action et favoriser une action citoyenne à laquelle la censure et la présence de troupes russes assignent d'étroites limites. Tõnisson ose l'idée d'une milice populaire pour défendre l'ordre public contre les pillages de la soldatesque tandis que Jüri Vilms évoque déjà celle d'une armée nationale sur le modèle letton¹⁹⁹. Le printemps 1915 est marqué aussi par une tentative des représentants de la noblesse germano-balte à la Diète provinciale de se rapprocher des nationalistes autochtones. Leur président, Eduard von Dellingshausen, propose à la municipalité de Tallinn d'ouvrir des négociations pour faire entrer dans une nouvelle assemblée provinciale une moitié de délégués estoniens, en l'honneur, explique ce digne personnage, du centenaire de l'abolition du servage. Un comité mixte de 10 personnes est mis en place pour élaborer un projet devant être présenté à la Douma. Mais les autorités et les fonctionnaires russes sont très hostiles à ce rapprochement inédit entre les anciens frères ennemis. La démarche échoue. Jüri Vilms, très amer, en profite pour avancer le projet d'une autonomie élargie sur un modèle proche de celle de la Finlande. Mais là encore, les autorités, bien qu'en position difficile, veillent à ce que cette proposition soit enterrée²⁰⁰.

Il est à noter que ce début d'effervescence balte n'a pas échappé aux militaires et à la haute administration du *Reich*. Ludendorff juge totalement inappropriée l'idée d'une indépendance lituanienne et ne compte pas lâcher la bride aux nationalistes du cru. Quant au ministère de l'Intérieur, il fait établir des rapports sur l'état d'esprit des populations lituanienes de Prusse orientale²⁰¹. Ils révèlent l'existence de quelques réseaux de propagande vite circonscrits et sans appui de masse.

¹⁹⁸ Andrejs Plakans, *op. cit.*, p. 115.

¹⁹⁹ Erkki Tuomioja, *op. cit.*, p. 113.

²⁰⁰ Seppo Zetterberg, *op. cit.*, pp. 489-490.

²⁰¹ Robert Traba (sous la dir.), *Selbstbewußtsein und Modernisierung. Sozialkulturelle Wandel in Preußisch-Litauen vor und nach dem Ersten Weltkrieg*, Osnäbrück, Fibre, 2000, présente quelques documents de ce type, en particulier, pp. 38-39, un rapport envoyé le 30 octobre 1914 au ministre von Loebell et conservé à Berlin dans les archives secrètes d'État.

Les premiers signes d'un malaise politico-social

Ce malaise touche l'ensemble des pays de la zone, qu'ils soient neutres ou belligérants, car il est lié aux perturbations de tous ordres que la guerre a introduits. Mais il est d'ampleur inégale selon les pays, les régions et les localités, sans atteindre nulle part le point de non-retour.

Nous avons vu qu'en Russie, les défaites du printemps 1915 provoquent une vague de scepticisme envers la capacité du régime tsariste à mettre en place une économie de guerre ainsi qu'une crise politique qui atteint jusqu'aux cercles proches du pouvoir durant l'été. À la Douma, les députés cadets et octobristes forment le Bloc progressiste qui publie le 8 septembre 1915 un programme de réformes politiques et administratives. L'opinion populaire est elle aussi agitée. Dans son journal, Maurice Paléologue note le 3 juillet 1915 : « parmi les ouvriers (de Saint-Pétersbourg, ndMC), il y a de l'effervescence. Un de mes informateurs, B..., me signale une recrudescence de la propagande socialiste dans les casernes, surtout dans celles de la Garde... »²⁰². Le 24 août 1915, l'ambassadeur français écrit que « l'un de mes informateurs, L., que je soupçonne fort d'appartenir à l'*Okbrana*... me rapporte que le chef du groupe travailliste à la Douma, Alexander Féodorovitch Kérensky, a réuni dernièrement chez lui les représentants des autres groupes socialistes afin d'examiner le rôle actif qui pourrait s'offrir aux dirigeants du prolétariat si de nouveaux désastres militaires obligeaient le gouvernement impérial à faire la paix... »²⁰³ ! Sachant que des troubles graves ont éclaté le 11 juin à Moscou, réprimés par la troupe, on s'aperçoit que le tangage est fort. Mais il n'est pas encore possible d'évoquer une situation révolutionnaire. Nicolas II reprend d'ailleurs provisoirement la main en septembre, refusant tout compromis avec la Douma et même avec ses ministres ultraconservateurs qui désapprouvent sa décision de prendre la tête de ses armées (voir supra). Il est soutenu dans cette voie par sa femme qui lui écrit le 4 septembre 1915 en anglais dans le texte : « *Be more autocratic, my very own sweetheart, show your mind* »²⁰⁴ ! Rien n'est encore joué, d'autant que le front se stabilise pour de très nombreux mois en septembre 1915. Pour le moment, tant en Finlande que dans ce qui reste des provinces Baltes et de l'Ingrie, les gens cherchent surtout à assurer leur quotidien en profitant des occasions d'embauches. En outre, s'il y a des désertions sur le front, elles n'ont rien à voir avec le caractère de gravité de 1917. De fait, l'amélioration provisoire de la production de guerre laisse entrevoir une résistance plus assurée. L'opposition quant à elle reste très divisée. Cadets et octobristes ne sont pas décidés à aller jusqu'au clash ; ils songent surtout à trouver les moyens de mieux

²⁰² Maurice Paléologue, *op. cit.*, t. 2, p. 17.

²⁰³ *Ibidem*, p. 51.

²⁰⁴ Cité par Marc Ferro, *op. cit.*, p. 209.

collaborer à la défense de l'empire, génératrice de juteux profits pour les industriels. Les militants socialistes ont une marge de manœuvre plus importante qu'en août 1914. Mais la police veille et les divisions entre défenseurs et révolutionnaires crée de la confusion dans leur électorat, même si les bolcheviks semblent avoir le vent en poupe, surtout dans leurs bastions des grandes villes de la Baltique ou des campagnes lettones²⁰⁵.

En Allemagne du Nord, la première année de guerre n'est marquée nulle part par des conflits sociaux d'importance, comme cela a pu être le cas dans certains bassins industriels de Grande-Bretagne. Le nombre de conflits du travail tend même à diminuer par rapport à 1914. À l'échelle de toute l'Allemagne, on recense seulement 48 000 ouvriers concernés par des grèves, soit cinq fois moins environ qu'une année très ordinaire comme 1914²⁰⁶. L'interdiction de cesser le travail, en particulier dans les entreprises travaillant pour la défense nationale, n'est pas pour rien dans cette évolution. Mais après le chômage de l'automne, beaucoup d'ouvriers non mobilisés sont heureux de pouvoir travailler à nouveau et de bénéficier parfois de salaires améliorés. Pourtant, les problèmes ne manquent pas. À Lübeck, on signale dès la deuxième moitié de 1915 les premières pénuries de certaines denrées, de vêtements et de bois de chauffage ; la ville et ses environs connaissent une recrudescence du marché noir et l'apparition des premières « cuisines de guerre » pour ceux qui ne trouvent plus d'alimentation à la portée de leur bourse. Il y a recrudescence également de maladies épidémiques comme la grippe ou la diphtérie²⁰⁷. Le mécontentement ouvrier est suffisamment prononcé pour que le vieux député social-démocrate de la circonscription, Theodor Schwartz, qui a d'abord voté pour les crédits de guerre, décide de les refuser à partir d'août 1915. Une majorité des membres de la section locale ne le suit pas sur ce terrain, mais le désenchantement est palpable. Dans le Schleswig-Holstein, la police note une augmentation du mécontentement ouvrier contre les majoritaires de guerre dès la fin 1915 et en septembre 1916, une pétition pour la paix recueille plus de 70 000 signatures dans les deux duchés²⁰⁸. La majorité des socialistes du *Land* passera en 1917 aux mains de l'USPD. Parmi les 17 députés sociaux-démocrates qui s'opposent le 2 août 1914 au vote des crédits militaires au sein de leur groupe parlementaire, la zone baltique est assez bien représentée avec Hugo Haase, député de Königsberg, Ewald Vogtherr, élu de Stettin et Joseph Herzfeld, représentant de Rostock. Ils font partie de ceux qui en août 1915 franchissent le pas de l'opposition en séance

²⁰⁵ Andrew Ezergailis, *The 1917 Revolution...*, *op. cit.*, chap. 2 et 3.

²⁰⁶ B.R. Mitchell, *op. cit.*, p. 181.

²⁰⁷ Antjekathrin Graßman (sous la dir.), *op. cit.*, pp. 679-680.

²⁰⁸ Ulrich Lange (sous la dir.), *op. cit.*, p. 483.

plénière. Ils n'expriment pas seulement un choix personnel, mais celui d'une partie croissante de leur électorat. Il existe donc des poches de résistance aux autorités comme le prouve le mémorandum hostile à la *Burgfrieden* et aux annexions signées par 723 responsables du SPD le 28 mai 1915, dont plusieurs dizaines exercent leurs activités militantes dans les régions bordières de la Baltique. Cette fronde ne signifie pas que les autorités soient en danger à cette époque, mais elle ne peut être tenue pour négligeable, surtout lorsqu'elle se manifeste dans les *Länder* du Nord-Est à majorité conservatrice, où les dégâts opérés par les Russes ont laissé un profond traumatisme.

Les États scandinaves ne sont pas épargnés par la montée des oppositions bien que la situation socio-économique se soit nettement améliorée après les difficultés initiales. En effet, la vie chère, le creusement des inégalités sociales, le refus des politiques militaires ou la contestation de la ligne diplomatique suivie sont à l'origine de mécontentements clairement exprimés. En ce qui concerne le premier point, l'inquiétude se manifeste dès l'automne 1914 dans les journaux syndicaux et socialistes ; de très nombreux articles fustigent les hausses de prix exagérées et les pratiques déloyales de certains vendeurs. En 1915, cela se transforme en une véritable campagne de protestation en Suède. Branting et les dirigeants réformistes, pressés sur leur gauche par une opposition interne virulente, ne veulent pas se couper de l'électorat populaire. Le meilleur moyen de le montrer est de coller aux réalités de la vie quotidienne, comme l'a montré le beau succès électoral aux élections législatives générales de septembre 1914. Après diverses pétitions et de nombreuses réunions publiques, le 1^{er} juin 1915, une délégation de 50 représentants des sections socialistes de Stockholm rencontre le Premier ministre et le ministre de l'Agriculture : elle réclame un maximum sur le prix du pain et l'interdiction des importations de viande²⁰⁹. Cela lui est refusé, d'où une recrudescence des actions dans les mois suivants. Au Danemark, la question du marché noir taraude également les esprits, de même que les ventes massives à l'étranger qui laissent craindre une inflation des prix et des pénuries pour les autochtones. Niels Finn Christiansen intitule à juste titre l'un des chapitres qu'il consacre à la Première Guerre mondiale « les fractures sociales et politiques »²¹⁰ ; les chiffres qu'il avance pour la hausse des prix dès 1915 montrent que la crise de 1917-1918 n'a pas attendu le durcissement de la guerre sous-marine pour se dessiner. En Norvège, les élections générales de 1915 constituent un excellent baromètre de l'état d'esprit de l'opinion. Le Parti travailliste progresse de 5,5 % et 60 000 voix. Or, l'un de ses thèmes de campagne est précisément le

²⁰⁹ Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, p. 177.

²¹⁰ Niels Finn Christiansen, *op. cit.*, pp. 237 sq.

problème du pouvoir d'achat et de l'amélioration du ravitaillement²¹¹. L'arrogance des nouveaux riches qui étalent leur opulence en ces temps difficiles est également un thème mobilisateur dans les classes moyennes et populaires. En Norvège, les orateurs de la gauche syndicaliste révolutionnaire, comme Martin Traenmal, ont des mots très durs pour les milieux boursiers qui placent leurs gains à l'étranger ou les gros armateurs dont les marchandises et les vaisseaux sont protégés par de confortables assurances, mais dont les marins mal payés peuvent à tout moment perdre leur vie. Leurs auditoires sont très attentifs à cette thématique qui reflète une forme de « haine de classe » que la gauche d'alors ne récuse en rien²¹² ; or, celle-ci, menée par des hommes énergiques comme le journaliste Olav Scheflo et l'organisateur hors de pair Kyrre Grepp, est en pleine progression face à une direction réformatrice à la remorque des libéraux de gouvernement. Au Danemark, l'opinion est dès 1915 assez remontée aussi contre les « barons de la goulasch » (nom donné aux exportateurs de boîtes de conserve qui font d'énormes fortunes avec des produits de faible qualité) et les spéculateurs boursiers, vedettes involontaires de la presse quotidienne et des journaux satiriques²¹³. La politique militaire des gouvernements est un autre point d'achoppement au sein des opinions publiques. Si les interventionnistes ont peu de poids en Norvège et au Danemark, ils sont assez actifs en Suède tant dans les milieux de cour que dans certains cercles politiques nationalistes. Il existe aussi un courant pro-germanique au sein du SAP, emmené par Otto Järte qui, suite à la visite à Stockholm du prince Max de Bade en novembre 1915, fait paraître un long plaidoyer en faveur d'une entrée en guerre aux côtés du *Reich*²¹⁴. À l'opposé, il existe un courant pacifiste très fort au sein de la social-démocratie qui, contrairement aux amis de Branting, récuse les mesures de renforcement militaire prises à l'automne 1914 ; le bourgmestre socialiste de Stockholm, l'une des figures de la gauche, s'élève lors du débat parlementaire de septembre 1914 contre le « service militaire,... l'institution la plus ennemie de la culture que les temps modernes aient jamais connue ». Le journal de la gauche socialiste et de Zeth Höglund, le *Stormklockan* (*Le tocsin*), dénonce pour sa part le consensus voulu par Branting avec les partis bourgeois sur la question militaire. Il soutient le lancement d'une campagne en faveur du désarmement, accusant la direction du parti de trahison à l'égard de son propre programme et des principes du socialisme. C'est la poursuite d'une lutte interne qui mènera à la scission de 1917²¹⁵.

²¹¹ David Philip, *op. cit.*, p. 204.

²¹² *Ibidem*, p. 207.

²¹³ Niels Finn Christiansen, *op. cit.*, pp. 241-243.

²¹⁴ Franklin D. Scott, *op. cit.*, p. 470.

²¹⁵ Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, pp. 74-76.

Les gauches socialistes danoises et norvégiennes sont sur des positions analogues. Enfin, en Suède, la ligne diplomatique du gouvernement est l'objet de fortes critiques de la part de toute la gauche et d'une partie des libéraux. Branting lui-même est hostile à la ligne intransigeante du Premier ministre conservateur vis-à-vis de l'Angleterre ; pour lui et l'immense majorité des militants, elle contribue à rendre la situation commerciale de moins en moins favorable. Le *Socialdemokraten*, principal organe du SAP, ne compte plus en 1915 les articles hostiles à la diplomatie gouvernementale. Le consensus politique est donc beaucoup moins fort dans les États scandinaves qu'on l'imagine souvent. Mais ce fait ne doit pas faire oublier que les oppositions de 1915 sont encore minoritaires. Une majorité de la population adhère aux mesures de défense prises en 1914 et aux politiques de neutralité telles qu'elles sont mises en œuvre par son propre gouvernement. Il y a surtout une grande fierté vis-à-vis des initiatives humanitaires prises par les autorités en faveur des prisonniers de guerre. Le gouvernement danois par exemple est très engagé dans cette voie. Il soutient les efforts de la Croix-Rouge nationale qui a mis en place, avec ses bénévoles, mais aussi une importante aide publique, un programme d'envoi de lettres et de colis aux prisonniers de guerre allemands d'abord, puis de toutes nationalités. En mars 1915, elle emploie déjà 150 personnes à temps plein et obtient l'autorisation d'accéder aux camps installés en Russie dont l'état sanitaire laisse à désirer. Son émissaire, Harald Scavenius, un cousin du ministre des Affaires étrangères, tisse des liens avec la tsarine mère, Maria Fedorovna, d'origine danoise, afin d'améliorer l'efficacité de son action. Des initiatives analogues sont prises en Autriche-Hongrie puis avec les pays de l'Entente²¹⁶.

Au total cependant, les populations de la zone baltique ne sont pas suivistes ni victimes unilatérales des propagandes de guerre. Des dissidences s'expriment et l'insatisfaction se manifeste dès les premiers mois du conflit envers les dysfonctionnements sociaux, économiques et politiques que ce dernier implique tant chez les belligérants que dans les pays neutres.

Conclusion

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale a été présenté par les dirigeants allemands et russes comme un moyen de régler rapidement des questions intéressant la sécurité et l'avenir de chaque État. Dans les États scandinaves, il a été le prétexte pour justifier les politiques militaires et magnifier la neutralité officielle. Il n'est pas faux de dire qu'à l'exception d'une partie de la gauche militante et de quelques libéraux, ces arguments ont eu un écho parmi des populations inquiètes

²¹⁶ Bent Blüdnikow, « Denmark during the First World War », *Journal of Contemporary History* n°24, 1989, pp. 683-703.

certes, mais confiantes aussi dans l'issue rapide des combats et la force de leurs armées. Cela explique la réussite relative de la mobilisation dans tous les pays de la zone baltique.

Mais les réalités du conflit ont fait naître dès l'automne 1914 des interrogations. Les armées sont passées à côté de la guerre éclair promise et les difficultés économiques et sociales ont peu à peu occupé davantage les esprits que les communiqués enthousiastes de victoire, malgré la censure et la propagande de guerre. La plupart des contemporains ont dû se battre pour trouver de l'emploi, faire face à la hausse des prix, reconstruire les zones dévastées quand ils n'ont pas été contraints de fuir par millions devant ou derrière les armées ou été accablés par la perte d'un fils ou d'un mari tombé au front. Le caractère sanglant et total du conflit n'a pu échapper à personne.

Dès lors, les régimes monarchiques conservateurs se sont trouvés face à une contestation croissante. Ils pensaient utiliser à leur profit la guerre pour éviter de se réformer. C'est le contraire qui est arrivé dès la première année de guerre. Les parlementaires ont donné de la voix, les civils ont dénoncé les dysfonctionnements de tous genres, les oppositions ont commencé à se structurer parfois de manière très radicale. L'Union sacrée est demeurée en place mais avec un rendement décroissant car si le patriotisme ne s'est pas effondré, il a pourtant connu des mutations peu favorables aux pouvoirs en place. Dans ce processus de remise en cause des systèmes dominants, la capitale et les provinces baltiques de la Russie ont sans doute été en pointe ; les options du gouvernement suédois et de sa monarchie conservatrice ont été aussi fortement critiquées. Les autorités du *Reich* ont mieux résisté à l'érosion du consensus durant la première année de guerre. Mais ce sont les gouvernements plus progressistes du Danemark et de la Norvège qui ont le mieux tiré leur épingle du jeu, sans doute parce qu'ils étaient les plus ouverts à la démocratie. L'époque semble ainsi annoncer le déclin irréversible des Anciens Régimes, bien avant les événements plus ou moins violents qui vont les renverser ou les obliger à évoluer entre 1917 et 1920.

La guerre n'est donc pas seulement la poursuite de la politique par d'autres moyens ; ses conséquences ouvrent de nouveaux horizons à l'évolution des sociétés. Seul l'aveuglement des conservateurs ou des réactionnaires a pu faire penser durant l'été 1914 que l'avenir des grandes monarchies pourrait se jouer sur un coup de dés. L'intervention citoyenne et la revendication de nouveaux droits ne pouvaient déjà plus être canalisées par le recours au bellicisme et aux recettes traditionnelles. La guerre et ses horreurs semblent avoir brusquement durci, sur les bords de la Baltique, la contradiction entre espérance de changement et esprit de conservation.